



Destination Code - Code destinataire	Destination Address - Adresse de la destination	Invoice Code - Code bur.-comptable	Invoice Address - Adresse de facturation
D - 1	NO DATA	I - 1	PAUL CHEFURKA 200 KENT ST. (STN 7036) OTTAWA, ON K1A 0E6

Item Article	Description	Dest. Code Dest.	Inv. Code Fact.	Qty Qté	U. of I. U. de D.	Unit Price/Prix unitaire		Plant/Usine	Delivery Req. Livraison Req.	Del. Offered Liv. offerte
						Destination	FOB/FAM			
1	STANDING OFFER FOR THE PURCHASE OF GMDSS EQUIPMENT FOR CANADIAN COAST GUARD VESSELS	D - 1	I - 1	24	Each	\$	\$		See Herein	

---

## TABLE DES MATIÈRES

### **PARTIE 1 – RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX**

1. Introduction
2. Sommaire
3. Exigences relatives à la sécurité
4. Compte Rendu

### **PARTIE 2 – INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS**

1. Instructions, clauses et conditions uniformisées
2. Présentations des offres
3. Demandes de renseignements - demande d'offres à commandes
4. Lois applicables

### **PARTIE 3 – INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

1. Instructions pour la préparation des offres

### **PARTIE 4 – PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

### **PARTIE 5 – ATTESTATIONS**

1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes
2. Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes

### **PARTIE 6 – EXIGENCES FINANCIÈRES**

1. Capacité financière

### **PARTIE 7 – OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

#### **A. OFFRE À COMMANDES**

1. Offre
2. Exigences relatives à la sécurité
3. Clauses et conditions uniformisées
4. Durée de l'offre à commandes
5. Responsables
6. Utilisateurs désignés
7. Procédures pour les commandes
8. Instrument de commande
9. Limite des commandes
10. Limitation financière - totale
11. Ordre de priorité des documents
12. Attestations
13. Lois applicables

#### **B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

1. Énoncé des travaux
2. Clauses et conditions uniformisées
3. Durée du contrat
4. Paiement
5. Instructions relatives à la facturation
6. Livraison, inspection et acceptation
7. Instructions d'expédition - livraison à destination
8. Transport des matières dangereuses
9. Utilisation et traduction de matériel écrit

**Liste d'attachements:**

Appendice A	Adresses de livraison
Supplément 1	Barème de prix
Annexe A	Énoncé des travaux
Annexe B	Énoncé des besoins techniques
Annexe C	Exemple de PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes
Annexe D	Plan d'évaluation

## PARTIE 1 RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX

### 1. Introduction

La demande d'offre à commandes (DOC) contient sept parties, ainsi que des pièces jointes et des annexes, et elle est divisée comme suit :

- |          |   |
|----------|---|
| Partie 1 | Renseignements généraux: renferme une description générale du besoin;   |
| Partie 2 | Instructions à l'intention des offrants : renferme les instructions relatives aux clauses et conditions de la DOC;  |
| Partie 3 | Instructions pour la préparation des offres: donne aux offrants les instructions pour préparer leur offre afin de répondre aux critères d'évaluation spécifiés;   |
| Partie 4 | Procédures d'évaluation et méthode de sélection: décrit la façon selon laquelle se déroulera l'évaluation, les critères d'évaluation auxquels on doit répondre, ainsi que la méthode de sélection;  |
| Partie 5 | Attestations: comprend les attestations à fournir;  |
| Partie 6 | Exigences relatives à la sécurité, exigences financières et d'assurances: comprend des exigences particulières auxquelles les offrants doivent répondre; et   |
| Partie 7 | 7A, Offre à commandes, et 7B, Clauses du contrat subséquent :<br><br>7A, contient l'offre à commandes incluant l'offre de l'offrant et les clauses et conditions applicables;<br><br>7B, contient les clauses et les conditions qui s'appliqueront à tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes. |

Voici la liste des attachements : Barème de prix, Adresses de livraison, Énoncé des travaux, Énoncé des besoins techniques, Exemple de PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes, et Plan d'évaluation.

Ce marché est assujéti aux dispositions de l'Accord sur le commerce intérieur (ACI). Cependant, en raison de sa nature, le marché n'est pas assujéti aux dispositions de l'Accord sur les marchés publics de l'Organisation mondiale du commerce (AMP-OMC), de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), de l'Accord de libre-échange Canada-Pérou (ALECC) et de l'Accord de libre-échange Canada-Chili.

### 2. Sommaire

La Garde côtière canadienne (GCC) doit acheter le matériel nécessaire au bon fonctionnement du Système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM) sur ses navires, conformément aux exigences en matière d'équipement à bord de l'Organisation maritime internationale. L'équipement actuellement installé dans les navires de la GCC n'est plus disponible sur le marché et a atteint la fin de sa vie utile.

Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) compte mettre en place une offre à commandes individuelle et nationale (OCIN) d'une durée de cinq (5) ans, assortie d'une période d'option

---

de deux (2) ans, afin d'acheter l'équipement nécessaire au fonctionnement du SMDSM. L'OCIN comportera également des dispositions relatives à la formation sur la maintenance, qui devra être offerte au personnel technique de la GCC.

Conformément aux dispositions relatives à l'intégrité qui se trouvent à l'article 01 des Instructions uniformisées 2006 et 2007, les offrants doivent fournir la liste de leurs propriétaires et administrateurs ainsi que d'autres renseignements, au besoin. Consulter la section 4.21 du Guide des approvisionnements pour obtenir plus de détails sur les dispositions relatives à l'intégrité.

En ce qui concerne les besoins en matière de services, les offrants doivent fournir les renseignements énoncés à l'article 2.3 de la partie 2 de la demande d'offres à commandes (DOC) afin de respecter les politiques et les directives du Conseil du Trésor relatives aux contrats attribués à d'anciens fonctionnaires.

La préférence sera accordée aux produits ou aux services canadiens.

### **3. Exigences relatives à la sécurité**

Il n'y a aucune exigence de sécurité associée à cette exigence.

### **4. Comptes rendus**

Les soumissionnaires peuvent demander un compte rendu des résultats de la demande de soumissions. Les soumissionnaires doivent en faire la demande à l'autorité contractante dans les 15 jours ouvrables suivant la réception des résultats du processus de demande de soumissions. Le compte rendu peut être fourni par écrit, par téléphone ou en personne.

---

## PARTIE 2 - INSTRUCTIONS À L'INTENTION DES OFFRANTS

### 1. Instructions, clauses et conditions uniformisées

Toutes les instructions, clauses et conditions identifiées dans la demande d'offres à commandes (DOC) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat

(<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee-s-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

Les offrants qui présentent une offre s'engagent à respecter les instructions, les clauses et les conditions de la DOC et acceptent les clauses et les conditions de l'offre à commandes et du ou des contrats subséquents.

Le document 2006 (2014-09-25) Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, sont incorporées par renvoi à la DOC et en font partie intégrante.

Le paragraphe 5.4 du document 2006, Instructions uniformisées - demande d'offres à commandes - biens ou services - besoins concurrentiels, est modifié comme suit :

Supprimer : 60 jours

Insérer : 120 jours

### 2. Présentation des offres

Les offres doivent être présentées uniquement au Module de réception des soumissions de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) au plus tard à la date, à l'heure et à l'endroit indiqués à la page 1 de la demande d'offres à commandes.

En raison du caractère de la demande d'offre à commandes, les offres transmises par télécopieur à l'intention de TPSGC ne seront pas acceptées.

### 3. Demandes de renseignements – demande d'offres à commandes

Toutes les demandes de renseignements doivent être présentées par écrit au responsable de l'offre à commandes au moins **dix (10)** jours civils avant la date de clôture de la demande d'offres à commandes (DOC). Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après ce délai, il est possible qu'on ne puisse pas y répondre.

Les offrants devraient citer le plus fidèlement possible le numéro de l'article de la DOC auquel se rapporte la question et prendre soin d'énoncer chaque question de manière suffisamment détaillée pour que le Canada puisse y répondre avec exactitude. Les demandes de renseignements techniques qui ont un caractère « exclusif » doivent porter clairement la mention « exclusif » vis-à-vis de chaque article pertinent. Les éléments portant la mention « exclusif » feront l'objet d'une discrétion absolue, sauf dans les cas où le Canada considère que la demande de renseignements n'a pas un caractère exclusif. Dans ce cas, le Canada peut réviser les questions ou peut demander à l'offrant de le faire, afin d'en éliminer le caractère exclusif, et permettre la transmission des réponses à tous les offrants. Le Canada peut ne pas répondre aux demandes de renseignements dont la formulation ne permet pas de les diffuser à tous les offrants.

Solicitation No. - N° de l'invitation

F7048-140004/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

103qf

Client Ref. No. - N° de réf. du client

F7048-140004

File No. - N° du dossier

103qfF7048-140004

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

#### **4. Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes seront interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

À leur discrétion, les offrants peuvent indiquer les lois applicables d'une province ou d'un territoire canadien de leur choix, sans que la validité de leur offre ne soit mise en question, en supprimant le nom de la province ou du territoire canadien précisé et en insérant le nom de la province ou du territoire canadien de leur choix. Si aucun changement n'est indiqué, cela signifie que les offrants acceptent les lois applicables indiquées.

---

## **PARTIE 3 - INSTRUCTIONS POUR LA PRÉPARATION DES OFFRES**

### **1. Instructions pour la préparation des offres**

Le Canada demande que les offrants fournissent leur offre en sections distinctes, comme suit :

Section I : offre technique (trois (3) copies papier) et deux (2) copies électroniques sur CD),

Section II : offre financière (deux (2) copies papier) et deux (2) copies électroniques sur CD),

Section III: attestations (une (1) copie papier).

En cas d'incompatibilité entre le libellé de la copie électronique et de la copie papier, le libellé de la copie papier l'emportera sur celui de la copie électronique.

Les prix doivent figurer dans l'offre financière seulement. Aucun prix ne doit être indiqué dans une autre section de l'offre.

Le Canada demande que les offrants suivent les instructions de présentation décrites ci-après pour préparer leur offre.

- a) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm);
- b) utiliser un système de numérotation correspondant à celui de la demande d'offres à commandes.

En avril 2006, le Canada a approuvé une politique exigeant que les ministères et organismes fédéraux prennent les mesures nécessaires pour incorporer les facteurs environnementaux dans le processus d'approvisionnement Politique d'achats écologiques (<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ecologisation-greening/achats-procurement/politique-policy-fra.html>). Pour aider le Canada à atteindre ses objectifs, les offrants devraient :

- 1) utiliser du papier de 8,5 po x 11 po (216 mm x 279 mm) contenant des fibres certifiées provenant d'un aménagement forestier durable et contenant au moins 30 % de matières recyclées; et
- 2) utiliser un format qui respecte l'environnement : impression noir et blanc, recto-verso/à double face, broché ou agrafé, sans reliure Cerlox, reliure à attaches ni reliure à anneaux.

#### **Section I : Offre technique**

Dans leur soumission technique, les soumissionnaires devraient démontrer leur compréhension des exigences contenues dans la demande de soumissions et expliquer comment ils répondront à ces exigences. Les soumissionnaires devraient démontrer leur capacité et décrire l'approche qu'ils prendront de façon complète, concise et claire pour effectuer les travaux.

En ce qui concerne les exigences cotées énoncées à l'annexe D, Plan d'évaluation (section 1.3, Évaluation technique, Exigences cotées), la soumission technique devrait traiter clairement et de manière suffisamment approfondie des points faisant l'objet des critères d'évaluation en fonction desquels la soumission sera évaluée. Il ne suffit pas de reprendre simplement les énoncés contenus dans la demande de soumissions. Afin de faciliter l'évaluation de la soumission, le Canada demande que les soumissionnaires reprennent les sujets dans l'ordre des critères d'évaluation, sous les mêmes rubriques. Pour éviter les recoupements, les soumissionnaires peuvent faire référence à différentes

Solicitation No. - N° de l'invitation

F7048-140004/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

103qf

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

F7048-140004

103qfF7048-140004

---

sections de leur soumission en indiquant le numéro de l'alinéa et de la page où le sujet visé est déjà traité.

## **Section II : Offre financière**

Les offrants doivent présenter leur offre financière en conformité avec le supplément 1, Barème de prix. Le montant total des taxes applicables doit être indiqué séparément.

## **Fluctuation du taux de change**

Le besoin ne prévoit aucune protection relative à la fluctuation du taux de change. Aucune demande de protection contre la fluctuation du taux de change ne sera prise en considération. Toutes les soumissions qui comprennent une telle disposition seront jugées non recevables.

## **Section III: Attestations**

Les offrants doivent présenter les attestations exigées à la Partie 5.

---

## **PARTIE 4 - PROCÉDURES D'ÉVALUATION ET MÉTHODE DE SÉLECTION**

- a) Les offres seront évaluées par rapport à l'ensemble du besoin de la demande d'offre à commandes incluant les critères d'évaluation techniques et financiers.
- b) Une équipe d'évaluation composée de représentants du Canada évaluera les offres.

### **Évaluation du prix**

- 1. Le prix de l'offre sera évalué comme suit :
  - a. les offrants établis au Canada doivent proposer des prix fermes, les droits de douane et les taxes d'accise canadiens compris, et les taxes applicables exclues.
  - b. les offrants établis à l'étranger doivent proposer des prix fermes, les droits de douane, les taxes d'accise canadiens et les taxes applicables exclus. Les droits de douane et les taxes d'accise canadiens payables par le Canada seront ajoutés, pour les besoins de l'évaluation seulement, aux prix présentés par les offrants établis à l'étranger.
- 2. Sauf lorsque la demande d'offres à commandes (DOC) précise que les offres doivent être soumises en dollars canadiens, les offres soumises en devises étrangères seront converties en dollars canadiens pour les besoins de l'évaluation. Pour les offres soumises en devises étrangères, le taux indiqué par la Banque du Canada en vigueur à la date de clôture de la DOC, ou à une autre date précisée dans la DOC, sera utilisé comme facteur de conversion.
- 3. Bien que le Canada se réserve le droit d'émettre l'offre à commandes FAB usine ou FAB destination, le Canada demande que les offrants proposent des prix FAB usine ou point d'expédition et FAB destination. Les offres seront évaluées sur une base FAB destination.
- 4. Pour les fins de la DOC, les offrants qui ont une adresse au Canada sont considérés comme étant des offrants établis au Canada, et les offrants qui ont une adresse à l'extérieur du Canada sont considérés comme étant des offrants établis à l'étranger.

**Voir l'annexe D, Plan d'évaluation, pour obtenir plus de détails.**

---

## **PARTIE 5 - ATTESTATIONS**

Les offrants doivent fournir les attestations et les renseignements connexes exigés pour qu'une offre à commandes leur soit émise.

Les attestations que les offrants remettent au Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment par le Canada. Le Canada déclarera une offre non recevable, aura le droit de mettre de côté une offre à commandes, ou de mettre l'entrepreneur en défaut à remplir l'une de ses obligations prévues dans le cadre de tous contrats subséquents, s'il est établi qu'une attestation de l'offrant est fausse, sciemment ou non, que ce soit pendant la période d'évaluation des offres, pendant la période de l'offre à commandes, ou pendant la durée du contrat.

Le responsable de l'offre à commandes aura le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier les attestations de l'offrant. À défaut de répondre et de coopérer à toute demande ou exigence imposée par le responsable de l'offre à commandes, l'offre peut être déclarée non recevable ou pourrait entraîner la mise de côté de l'offre à commandes ou constituer un manquement aux termes du contrat.

### **1. Attestations préalables à l'émission d'une offre à commandes**

Les attestations énumérées ci-dessous devraient être remplies et fournies avec l'offre mais elles peuvent être fournies plus tard. Si l'une de ces attestations n'est pas remplie et fournie tel que demandé, le responsable de l'offre à commandes informera l'offrant du délai à l'intérieur duquel les renseignements doivent être fournis. À défaut de se conformer à la demande du responsable de l'offre à commandes et de fournir les attestations dans le délai prévu, l'offre sera déclarée non recevable.

#### **1.1 Dispositions relatives à l'intégrité – renseignements connexes**

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant et ses affiliés respectent les dispositions stipulées à l'article 01 Dispositions relatives à l'intégrité – offre, des instructions uniformisées 2006. Les renseignements connexes, tel que requis aux dispositions relatives à l'intégrité, assisteront le Canada à confirmer que les attestations sont véridiques.

#### **1.2 Programme de contrats fédéraux pour l'équité en matière d'emploi – Attestation d'offre**

En présentant une offre, l'offrant atteste que l'offrant, et tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, n'est pas nommé dans la liste « soumissionnaires à admissibilité limitée » ([http://www.travail.gc.ca/fra/normes\\_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml](http://www.travail.gc.ca/fra/normes_equite/eq/emp/pcf/liste/inelig.shtml)) du Programme de contrats fédéraux (PCF) pour l'équité en matière d'emploi disponible sur le site Web d'Emploi et Développement social Canada (EDSC) Travail.

Le Canada aura le droit de déclarer une offre non recevable ou de mettre de côté l'offre à commandes, si l'offrant, ou tout membre de la coentreprise si l'offrant est une coentreprise, figure dans la liste des « soumissionnaires à admissibilité limitée » du PCF au moment d'émettre l'offre à commandes ou durant la période de l'offre à commandes.

### **2. Attestations additionnelles préalables à l'émission d'une offre à commandes**

#### **2.1 Attestation du contenu canadien**

Cet achat est conditionnellement limité aux produits canadiens et services canadiens.

Sous réserve des procédures d'évaluation contenues dans la demande de soumissions, les soumissionnaires reconnaissent que seulement les soumissions accompagnées d'une attestation à l'effet que le ou les produits offerts sont des produits canadiens, tel qu'il est défini dans la clause A3050T, peuvent être considérées.

Le défaut de fournir cette attestation remplie avec la soumission aura pour conséquence que le ou les produits offerts seront traités comme des produits non-canadiens.

Le soumissionnaire atteste que :

( ) au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission correspond à des produits canadiens tel qu'il est défini au paragraphe 1 de la clause A3050T.

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'Annexe 3.6(9), Exemple 2 du Guide des approvisionnements.

### 2.1.1. Définition du contenu canadien

**1. Produit canadien :** Un produit entièrement fabriqué au Canada ou d'origine canadienne est considéré comme un produit canadien. Un produit dont des composantes sont importées peut aussi être considéré comme produit canadien aux fins de la politique, pourvu qu'il ait été suffisamment transformé au Canada pour être conforme à la définition des Règles d'origine établies par L'Accord de libre-change nord-américain (ALENA). Aux fins de cette détermination, il faut remplacer le terme « territoire », qui figure dans les Règles d'origine de l'ALENA, par celui de « Canada ». (Consulter l'Annexe 3.6 (9) du Guide des approvisionnements.

**2. Service canadien :** Un service fourni par un individu établi au Canada est considéré comme un service canadien. Lorsqu'un besoin consiste en l'achat de seulement un service, lequel est fourni par plus d'un individu, le service sera considéré comme canadien si au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission pour le service est fourni par des individus établis au Canada.

**3. Produits divers :** Lorsque les besoins consistent en l'achat de plusieurs produits, l'une des deux méthodes suivantes est appliquée :

- a. évaluation globale : au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des produits canadiens; ou,
- b. évaluation individuelle de chaque article : dans certains cas, chaque article de la soumission peut être évalué individuellement et des contrats peuvent être attribués à plus d'un fournisseur. Dans ces cas, les fournisseurs doivent alors indiquer séparément chaque produit qui est conforme à la définition des produits canadiens.

**4. Services divers :** Pour les besoins se composant de plus d'un service, au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des services fournis par des individus établis au Canada.

**5. Combinaison de produits et de services :** Si à la fois des produits et des services doivent être achetés, au moins 80 p. 100 du prix total de la soumission doit correspondre à des produits et des services canadiens (tel que défini ci-dessus).

Solicitation No. - N° de l'invitation

F7048-140004/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

103qf

Client Ref. No. - N° de réf. du client

F7048-140004

File No. - N° du dossier

103qfF7048-140004

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

Pour de plus amples renseignements afin de déterminer le contenu canadien de plusieurs produits, plusieurs services ou une combinaison de produits et de services, consulter l'Annexe 3.6 (9), Exemple 2 du Guide des approvisionnements.

**6. Autres produits et services canadiens :** Textiles : Les textiles sont considérés comme des produits canadiens lorsqu'ils sont conformes à une règle d'origine modifiée, dont il est possible d'obtenir des exemplaires auprès de la Division des vêtements et textiles, Direction des produits commerciaux et de consommation.

## PARTIE 6 - EXIGENCES FINANCIÈRES

### 1. Capacité financière

**1.1 Exigences en matière de capacité financière :** L'offrant doit avoir la capacité financière nécessaire pour répondre à ce besoin. Afin d'évaluer la capacité financière de l'offrant, le responsable de l'offre à commandes pourra, dans un avis écrit à l'intention de l'offrant, exiger que ce dernier fournisse une partie ou la totalité des renseignements financiers dont il est question ci-dessous durant l'évaluation des offres. L'offrant doit fournir au responsable de l'offre à commandes les renseignements suivants dans un délai de quinze (15) jours ouvrables suivant la réception d'une demande du responsable de l'offre à commandes ou dans un délai précisé par le responsable de l'offre à commandes dans l'avis.

- a. Les états financiers vérifiés ou, si ces derniers ne sont pas disponibles, les états financiers non vérifiés (préparés par la firme de comptabilité externe de l'offrant, s'il y a lieu, ou encore préparés à l'interne si aucun état financier n'a été préparé par un tiers) pour les trois derniers exercices financiers de l'offrant ou, si l'entreprise est en opérations depuis moins de trois ans, pour toute la période en question (incluant au minimum le bilan, l'état des bénéfices non répartis, l'état des résultats et les notes afférentes aux états financiers).
- b. Si les états financiers mentionnés au paragraphe 1. a) datent de plus de cinq mois précédant la date à laquelle le responsable de l'offre à commandes demande l'information, l'offrant doit également fournir, à moins que ce soit interdit par une loi dans le cas des sociétés ouvertes au public, les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice), datant de deux mois précédant la date à laquelle le responsable de l'offre à commandes demande cette information.
- c. Si l'offrant n'exerce pas ses activités depuis au moins un exercice complet, il doit fournir les renseignements suivants :
  - i. le bilan d'ouverture en date de début des activités (dans le cas d'une corporation, un bilan à la date de la constitution de la société);
  - ii. les derniers états financiers trimestriels (comprenant un bilan et un état des résultats depuis le début de l'exercice) datant de deux mois précédant la date à laquelle le responsable de l'offre à commandes demande cette information.
- d. Une attestation de la part du directeur financier ou d'un signataire autorisé de l'offrant stipulant que les renseignements financiers fournis sont exacts et complets.
- e. Une lettre de confirmation émise par toutes les institutions financières ayant fourni du financement à court terme à l'offrant. Cette lettre doit faire état du montant total des marges de crédit accordées à l'offrant ainsi que du crédit toujours disponible, et non utilisé, un mois précédant la date à laquelle le responsable de l'offre à commandes demande cette information.

**1.2** Si l'offrant est une coentreprise, les renseignements financiers exigés par le responsable de l'offre à commandes doivent être fournis par chaque membre de la coentreprise.

**1.3** Si l'offrant est une filiale d'une autre entreprise, alors les renseignements financiers mentionnés aux paragraphes 1. a) à e) exigés par le responsable de l'offre à commandes

doivent être fournis par la société mère elle-même. Toutefois, la fourniture des renseignements financiers de la société mère ne répond pas à elle seule à l'exigence selon laquelle l'offrant doit fournir ses renseignements financiers, et la capacité financière de la société mère ne peut pas remplacer la capacité financière de l'offrant, à moins qu'un consentement de la société mère à signer une garantie de la société mère, rédigée par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC), ne soit fourni avec les renseignements exigés.

**1.4 Renseignements financiers déjà fournis à TPSGC :** L'offrant n'est pas tenu de soumettre de nouveau des renseignements financiers demandés par le responsable de l'offre à commandes qui sont déjà détenus en dossier à TPSGC par la Direction des services des politiques, de la vérification et de l'analyse des coûts du Secteur de la politique, du risque, de l'intégrité et de la gestion stratégique, à condition que dans le délai susmentionné :

- a. l'offrant indique par écrit au responsable de l'offre à commandes les renseignements précis qui sont en dossier et le besoin à l'égard duquel ces renseignements ont été fournis;
- b. l'offrant autorise l'utilisation de ces renseignements pour ce besoin.

Il incombe à l'offrant de confirmer auprès du responsable de l'offre à commandes que ces renseignements sont encore détenus par TPSGC.

**1.5 Autres renseignements :** Le Canada se réserve le droit de demander à l'offrant de fournir tout autre renseignement requis par le Canada pour procéder à une évaluation complète de la capacité financière de l'offrant.

**1.6 Confidentialité :** Si l'offrant fournit au Canada, à titre confidentiel, les renseignements exigés ci-dessus et l'informe de la confidentialité des renseignements divulgués, le Canada doit traiter ces renseignements de façon confidentielle, suivant les dispositions de la Loi sur l'accès à l'information, L.R., 1985, ch. A-1, alinéas 20(1) b) et c).

**1.7 Sécurité :** Pour déterminer si l'offrant a la capacité financière requise pour répondre au besoin, le Canada pourra prendre en considération toute garantie que l'offrant peut lui offrir, aux frais de l'offrant (par exemple, une lettre de crédit irrévocable provenant d'une institution financière enregistrée et émise au nom du Canada, une garantie d'exécution provenant d'une tierce partie, ou toute autre forme de garantie exigée par le Canada).

---

## **PARTIE 7 - OFFRE À COMMANDES ET CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

### **A. OFFRE À COMMANDES**

#### **1. Offre**

L'offrant offre de remplir le besoin conformément à l'énoncé des travaux reproduit à l'annexe « A » et l'énoncé des besoins techniques à l'annexe « B ».

#### **2. Exigences relatives à la sécurité**

Il n'y a aucune exigence de sécurité associée à cette exigence.

#### **3. Clauses et conditions uniformisées**

Toutes les clauses et conditions identifiées dans l'offre à commandes et contrat(s) subséquent(s) par un numéro, une date et un titre sont reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisee-s-d-achat>) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada.

##### **3.1 Conditions générales**

2005 (2014-09-25), Conditions générales – offres à commandes - biens ou services, s'appliquent à la présente offre à commandes et en font partie intégrante.

##### **3.2 Offres à commandes - établissement des rapports**

L'offrant doit compiler et tenir à jour des données sur les biens, les services ou les deux fournis au gouvernement fédéral dans le cadre de contrats découlant de l'offre à commandes. Ces données doivent comprendre tous les achats, y compris ceux payés au moyen d'une carte d'achat du gouvernement du Canada. Ce compte rendu doit notamment comprendre le numéro de la commande subséquente passée par le client, la liste des articles commandés, la quantité de chacun des articles commandés, la valeur de chacune des commandes subséquentes et tous les commentaires relatifs à chacune des commandes.

L'offrant doit présenter ces données conformément aux exigences relatives à l'établissement de rapports précisées ci-dessous. Si certaines données ne sont pas disponibles, la raison doit être indiquée dans le rapport. Si aucun bien ou service n'a été fourni pendant une période donnée, l'offrant doit soumettre un rapport portant la mention « NÉANT ».

Les données doivent être présentées tous les trimestres au responsable de l'offre à commandes de TPSGC.

Les périodes de rapport trimestriel sont les suivantes :

Premier trimestre : du 1<sup>er</sup> avril au 30 juin;

Deuxième trimestre : du 1<sup>er</sup> juillet au 30 septembre;

Troisième trimestre : du 1<sup>er</sup> octobre au 31 décembre;

Quatrième trimestre : du 1<sup>er</sup> janvier au 31 mars.

Les données doivent être présentées au responsable de l'offre à commandes de TPSGC dans les quinze (15) jours civils suivant la fin de la période vise par le rapport.

#### **4. Durée de l'offre à commandes**

##### **4.1 Période de l'offre à commandes**

La période de passation des commandes subséquentes à l'offre à commandes sera de cinq (5) ans à partir de la date d'émission, c'est-à-dire à compter du \_\_\_\_\_ (à remplir après l'attribution de l'offre à commandes).

##### **4.2 Prolongation de l'offre à commandes**

Si l'utilisation de l'offre à commandes est autorisée au-delà de la période initiale, l'offrant consent à prolonger son offre pour une période supplémentaire de deux (2) années chacune, du \_\_\_\_\_ au \_\_\_\_\_, aux mêmes conditions et aux taux ou prix indiqués dans l'offre à commandes, ou aux taux ou prix calculés en fonction de la formule indiquée dans l'offre à commandes.

L'offrant sera avisé de la décision d'autoriser l'utilisation de l'offre à commandes pour une période prolongée par le responsable de l'offre à commandes quatre-vingt-dix (90) jours avant la date d'échéance de celle-ci. Une révision de l'offre à commandes sera publiée par le responsable de l'offre à commandes.

#### **5. Responsables**

##### **5.1 Responsable de l'offre à commandes de TPSGC**

Le responsable de l'offre à commandes de TPSGC est :

Division des systèmes électroniques et des systèmes de simulation et de défense  
Direction générale des approvisionnements  
Travaux publics et Services gouvernementaux Canada  
À l'attention de : Kathie Eddy  
Téléphone : 819-956-0768  
Télécopieur : 819-956-5650  
Courriel : kathie.eddy@tpsgc.gc.ca

Le responsable de l'offre à commandes est chargé de l'émission de l'offre à commandes et de son administration et de sa révision, s'il y a lieu. En tant qu'autorité contractante, il est responsable de toute question contractuelle liée aux commandes subséquentes à l'offre à commandes passées par tout utilisateur désigné.

##### **5.2 Chargé de projet**

Le chargé de projet pour l'offre à commandes est :

Nom : \_\_\_\_\_  
Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Le chargé de projet représente le ministère ou organisme pour lequel les travaux sont exécutés dans le cadre d'une commande subséquente à l'offre à commandes. Il est responsable de toutes les questions liées au contenu technique des travaux prévus dans le contrat subséquent.

### 5.3 Autorité de commande de GCC

L'Autorité de commande de GCC est :

Nom : \_\_\_\_\_

Titre : \_\_\_\_\_

Organisation : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Téléphone : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Télécopieur : \_\_\_\_ - \_\_\_\_ - \_\_\_\_\_

Courriel : \_\_\_\_\_

Le responsable des commandes de GCC a le pouvoir délégué et le devoir d'examiner et d'approuver toutes les commandes subséquentes avant qu'elles soient attribuées au titulaire de l'offre à commandes.

### 5.4 Représentant de l'offrant

**Renseignements généraux et suivi de la livraison :** (à remplir après l'attribution de l'offre à commandes)

Nom de l'entreprise :

Adresse :

Nom de la personne-ressource :

Titre de la personne-ressource :

Téléphone :

Télécopieur :

Adresse de courriel :

## 6. Utilisateurs désignés

L'utilisateur désigné autorisé à passer des commandes subséquentes à l'offre à commandes est la Garde côtière canadienne.

Toute demande d'utilisation ou d'émission d'une commande subséquente à l'offre à commandes doit être approuvée par le responsable des commandes de la GCC.

## 7. Procédures pour les commandes

Le représentant régional de la GCC préparera la commande subséquente et remettra le document au responsable des commandes de la GCC afin d'obtenir l'autorisation de ce dernier. Cette marche à suivre s'applique aux besoins dont la valeur est de 25 000 \$ CAN ou moins (taxe sur les biens et services ou taxe de vente harmonisée incluse). La commande subséquente est ensuite transmise au fournisseur par courriel. Le responsable de l'offre à commandes de TPSGC doit être mis en copie conforme.

Toutes les commandes subséquentes dont la valeur est supérieure à 25 000 \$ CAN (taxe sur les biens et services ou taxe de vente harmonisée incluse) doivent aussi être approuvées par le responsable de l'offre à commandes de TPSGC ainsi que par le responsable des commandes de la GCC avant d'être envoyées au fournisseur.

## 8. Instrument de commande

Les travaux seront autorisés ou confirmés par le ou les utilisateurs désignés au moyen du formulaire PWGSC-TPSGC 942, Commande subséquente à une offre à commandes.

## 9. Limite des commandes

Les commandes subséquentes individuelles dont la valeur est supérieure à **25 000 \$ CAN** (taxe sur les biens et services ou taxe de vente harmonisée incluse) seront approuvées par le responsable de l'offre à commandes puisque c'est lui qui détient les pouvoirs délégués par le ministère.

La valeur des commandes subséquentes individuelles doit être inférieure à **1 000 000 \$ CAN** (taxe sur les biens et services ou taxe de vente harmonisée incluse).

## 10. Limitation financière - totale

Le coût total, pour le Canada, des commandes subséquentes à l'offre à commandes ne doit pas dépasser le montant de **2,000,000.00\$ CAD** (taxes applicables exclues) à moins d'une autorisation écrite du responsable de l'offre à commandes. L'offrant ne doit pas exécuter de travaux ou fournir des services ou des articles sur réception de commandes qui porteraient le coût total, pour le Canada à un montant supérieur au montant indiqué précédemment, sauf si une telle augmentation est autorisée.

L'offrant doit aviser le responsable de l'offre à commandes si cette somme est suffisante dès que 75 p. 100 de ce montant est engagé, ou 4 mois avant l'expiration de l'offre à commandes, selon la première des deux circonstances à se présenter. Toutefois, si à n'importe quel moment, l'offrant juge que ladite limite sera dépassée, il doit en aviser aussitôt le responsable de l'offre à commandes.

## 11. Ordre de priorité des documents

En cas d'incompatibilité entre le libellé des textes énumérés dans la liste, c'est le libellé du document qui apparaît en premier sur la liste qui l'emporte sur celui de tout autre document qui figure plus bas sur la liste.

- a) la commande subséquente à l'offre à commandes, incluant les annexes;
- b) les articles de l'offre à commandes, incluant les suppléments;
- c) les conditions générales 2005 (2014-09-25), Conditions générales - offres à commandes - biens ou services;
- d) les conditions générales 2010A (2014-11-27), Conditions générales - biens (complexité moyenne);

- 
- e) les conditions générales supplémentaires 4001 (2013-01-28), Achat, location et maintenance de matériel;
  - f) les conditions générales supplémentaires 4003 (2010-08-16), Logiciels sous licence;
  - g) l'Annexe « A », Énoncé des travaux;
  - h) l'Annexe « B », Énoncé des besoins techniques;
  - i) l'offre de l'offrant en date du \_\_\_\_\_ (*insérer la date de l'offre*).

## **12. Attestations**

### **12.1 Conformité**

Le respect continu des attestations fournies par l'offrant avec son offre ainsi que la coopération constante quant aux renseignements connexes sont des conditions d'émission de l'offre à commandes (OC). Les attestations pourront faire l'objet de vérifications par le Canada pendant toute la durée de l'offre à commandes et de tout contrat subséquent qui serait en vigueur au-delà de la période de l'OC. En cas de manquement à toute déclaration de la part de l'offrant ou à fournir les renseignements connexes, ou encore si on constate que les attestations qu'il a fournies avec son offre comprennent de fausses déclarations, faites sciemment ou non, le Canada aura le droit de résilier tout contrat subséquent pour manquement et de mettre de côté l'offre à commandes.

## **13. Lois applicables**

L'offre à commandes et tout contrat découlant de l'offre à commandes doivent être interprétés et régis selon les lois en vigueur en Ontario et les relations entre les parties seront déterminées par ces lois.

---

**B. CLAUSES DU CONTRAT SUBSÉQUENT**

Les clauses et conditions suivantes s'appliquent et font partie intégrante de tout contrat résultant d'une commande subséquente à l'offre à commandes.

**1. Énoncé des travaux**

L'entrepreneur doit fournir les articles décrits dans la commande subséquente à l'offre à commandes.

**2. Clauses et conditions uniformisées****2.1 Conditions générales**

2010A (2014-11-27), Conditions générales - biens (complexité moyenne) s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

**2.2 Conditions générales supplémentaires**

4001 (2013-01-28), Achat, location et maintenance de matériel, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

4003 (2010-08-16), Logiciels sous licence, s'appliquent au contrat et en font partie intégrante.

**3. Durée du contrat****3.1 Date de livraison**

La livraison doit être complétée conformément à la commande subséquente à l'offre à commandes.

**4. Paiement****4.1 Base de paiement - prix unitaire ferme**

À condition de remplir de façon satisfaisante toutes ses obligations dans le cadre du contrat, l'entrepreneur sera payé un prix unitaire ferme, conformément à ce qui est prévu au Supplément 1. Les droits de douanes sont inclus et la taxe sur les biens et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu.

**4.2 Limite de prix**

Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour tout changement à la conception, toute modification ou interprétation des travaux, à moins que ces changements à la conception, ces modifications ou ces interprétations n'aient été approuvés par écrit par l'autorité contractante avant d'être intégrés aux travaux.

**4.3 Modalités de paiement - Paiements multiples**

Le Canada paiera l'entrepreneur lorsque des unités auront été complétés et livrés conformément aux dispositions de paiement du contrat si :

- a. une facture exacte et complète ainsi que tout autre document exigé par le contrat ont été soumis conformément aux instructions de facturation prévues au contrat;
- b. tous ces documents ont été vérifiés par le Canada;
- c. les travaux livrés ont été acceptés par le Canada.

#### 4.4 Vérification discrétionnaire des comptes - biens et(ou) services non commerciaux

Le profit estimatif compris dans l'attestation de prix ou de taux fournie par l'entrepreneur peut faire l'objet d'une vérification des comptes par le Canada, avant ou après que l'entrepreneur n'ait été payé conformément aux conditions du contrat. La vérification des comptes a pour but de déterminer si le profit réel réalisé à la suite d'un seul contrat, s'il en existe un seul, ou si le profit global réel réalisé par l'entrepreneur à la suite d'un ensemble de contrats négociés à prix ferme et à taux fixes basés sur le temps exécutés pendant une période précise et choisie, est raisonnable et justifié par rapport au profit estimatif indiqué dans une ou des attestations de prix ou de taux antérieurs.

Si la vérification démontre que le profit réel n'est pas raisonnable et justifié, tel que défini ci-dessus, l'entrepreneur doit rembourser au Canada le trop-payé.

### 5. Instructions relatives à la facturation

**5.1** L'entrepreneur doit soumettre ses factures conformément à l'article intitulé « Présentation des factures » des conditions générales. Les factures ne doivent pas être soumises avant que tous les travaux identifiés sur la facture soient complétés.

**5.2** Les factures doivent être distribuées comme suit :

- a) L'original et un (1) exemplaire doivent être envoyés à l'adresse suivante :

Garde côtière canadienne  
200, rue Kent  
Ottawa (Ontario) K1A 0E6

Poste de travail : \_\_\_\_\_

À l'attention de : \_\_\_\_\_ (à remplir après l'attribution de l'offre à commandes), pour attestation et paiement;

- b) Un (1) exemplaire doit être envoyé au consignataire approprié;
- c) Un (1) exemplaire doit être envoyé au responsable de l'offre à commandes.

### 6. Livraison, inspection et acceptation

#### 6.1 Marchandises excédentaires

La quantité de marchandise que l'entrepreneur doit livrer est spécifiée dans le contrat. L'entrepreneur demeure responsable des marchandises excédentaires livrées, peu importe si ces marchandises ont été livrées volontairement ou suite à une erreur de la part de

l'entrepreneur. Le Canada ne paiera pas l'entrepreneur pour la livraison de marchandises excédentaires, et il ne retournera pas lesdites marchandises à l'entrepreneur, sauf si ce dernier accepte de payer tous les coûts liés à leur retour, y compris, sans toutefois s'y limiter, les coûts administratifs, d'expédition et de manutention. Le Canada se réserve le droit de déduire ces coûts de toute facture présentée par l'entrepreneur.

## **6.2 Ensembles incomplets**

L'entrepreneur ne doit pas expédier des ensembles incomplets, à moins d'en avoir obtenu l'autorisation préalable de l'autorité contractante.

## **6.3 Marquage**

L'entrepreneur doit s'assurer que le nom du fabricant et le numéro de pièce sont clairement estampillés ou gravés sur chaque article aux fins d'identification formelle.

## **6.4 Etiquetage**

L'entrepreneur doit s'assurer que les numéros du fabricant et de la spécification apparaissent sur chaque article, soit imprimés sur le conteneur ou sur une étiquette adhésive rencontrant la plus haute norme commerciale apposée sur le conteneur.

## **6.5 Inspection et acceptation**

Le consignataire au point de destination sera le responsable des inspections. Tous les rapports, biens livrables, documents, biens et services fournis en vertu du contrat seront assujettis à l'inspection du responsable des inspections ou de son représentant. Si des rapports, documents, biens ou services ne sont pas conformes aux exigences de l'énoncé des travaux et ne sont pas satisfaisants selon le responsable des inspections, ce dernier aura le droit de les rejeter ou d'en demander la correction, aux frais de l'entrepreneur uniquement, avant de recommander le paiement.

## **7. Instructions d'expédition - livraison à destination**

Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans le contrat et livrés :

Rendu droits acquittés (DDP), (l'adresse du point de destination doit être indiquée dans la commande subséquente), selon les Incoterms 2000 pour les expéditions en provenance d'un entrepreneur commercial.

L'entrepreneur doit expédier les produits en port payé à l'adresse indiquée dans la commande subséquente et payer tous les frais de livraison. Ces frais doivent être inscrits séparément sur la facture, avec à l'appui une copie certifiée de la facture de connaissance de transport payé d'avance.

## **8. Transport des matières dangereuses**

L'entrepreneur doit étiqueter et expédier les produits visés par la Loi sur les produits dangereux, L.R.C. (1985), ch. H-3 et les règlements conformément à ladite loi et aux règlements, et être accompagnés des fiches signalétiques exigées, remplies en anglais ou en français. Les étiquettes doivent identifier clairement la nature des matières dangereuses et les fiches signalétiques doivent expliquer quels sont les dangers en question.

## **9 Utilisation et traduction de matériel écrit**

- 9.1** Sauf disposition contraire dans le contrat, les droits d'auteur sur tout matériel écrit utilisé, produit ou livré en vertu du contrat appartiennent à l'auteur du matériel ou à son propriétaire légitime. Le Canada a le droit d'utiliser, de reproduire et de divulguer à des fins gouvernementales le matériel écrit liés aux travaux qui sont livrés au Canada.
- 9.2** Si le contrat n'exige pas la livraison de tout matériel écrit dans les deux langues officielles du Canada, le Canada peut traduire le matériel écrit dans l'autre langue officielle. L'entrepreneur reconnaît que le Canada est le propriétaire de la traduction et qu'il n'a aucune obligation de fournir la traduction à l'entrepreneur. Le Canada convient que toute traduction doit comprendre tout avis de droit d'auteur ou de droit de propriété qui faisait partie de l'original. Le Canada reconnaît que l'entrepreneur n'est pas responsable des erreurs techniques ou d'autres problèmes qui pourraient être causés par la traduction.

Solicitation No. - N° de l'invitation

F7048-140004/B

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur

103qf

Client Ref. No. - N° de réf. du client

F7048-140004

File No. - N° du dossier

103qfF7048-140004

CCC No./N° CCC - FMS No/ N° VME

---

## **Appendice A - Adresses de livraison**

Les biens doivent être expédiés au point de destination précisé dans la commande subséquente et rendus droits acquittés (DDP) selon les Incoterms 2000.

### **Consignataire 1**

À l'attention du responsable du dépôt d'approvisionnement  
Ministère des Pêches et des Océans  
Chemin Southside, C.P. 5867  
St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador) A1C 5X1

### **Consignataire 2**

Commis responsable des entrepôts de la Garde côtière canadienne  
Porte de l'entrepôt 1  
13, boulevard Akerley  
Dartmouth (Nouvelle-Écosse) B3B 1J6

### **Consignataire 3**

Ministère des Pêches et des Océans  
Ateliers Entretien  
101, boulevard Champlain  
Québec (Québec) G1K 7Y7

### **Consignataire 4**

Garde côtière canadienne  
Génie maritime  
867, chemin Lakeshore  
Burlington (Ontario) L7R 4A6

À l'attention de : \_\_\_\_\_

### **Consignataire 5**

Garde côtière canadienne  
9860, chemin Saanich Ouest  
Sidney (Colombie-Britannique) V8L 4B2

À l'attention de : \_\_\_\_\_

**Supplément 1**  
**Barème de prix**

**Système mondial de détresse et de sécurité en mer**

**F7048-140004**



## **SUPPLÉMENT 1 – BARÈME DE PRIX**

Tous les prix inclus ici sont fournis dans la devise suivante \_\_\_\_\_ (les droits de douane sont inclus et la taxe sur les biens et services ou la taxe de vente harmonisée est en sus, s'il y a lieu).

<b>Ref.</b>	<b>Item</b>	<b>Quantity</b>	<b>Estimated Delivery Time</b>	<b>Year 1 Pricing</b>	<b>Year 2 Pricing</b>	<b>Year 3 Pricing</b>	<b>Year 4 Pricing</b>	<b>Year 5 Pricing</b>
3.2.2	Radiotéléphonie VHF avec appel sélectif numérique (ASN) de catégorie D	1						
3.2.3	Radiotéléphonie VHF avec ASN de catégorie A	1						
3.2.4	Radiotéléphonie MF/HF, puissance intermédiaire (~250 W) avec ASN de catégorie A	1						
3.2.4	Radiotéléphonie MF/HF, puissance intermédiaire (~500 W) avec ASN de catégorie A	1						
3.2.5	Radiotéléphonie MF/HF (~150 W)	1						
3.2.6	Récepteur de veille ASN à six canaux MF/HF	1						
3.2.7	Télex radioélectrique/impression directe à bande étroite (IDBE)	1						
3.2.8	Station terrienne de navire Inmarsat (STN) avec récepteur de système d'appel de groupe amélioré (EGC)	1						
3.2.9	Blocs d'alimentation et chargeur de batteries	Prix de tous les articles requis pour un système pour la zone océanique A4						

3.2.10	Console	Prix de tous les articles requis pour un système pour la zone océanique A4							
3.2.11	Récepteur NAVTEX	1							
3.2.12	Radiobalises de localisation des sinistres (RLS) pouvant sumager librement et fonctionnant par satellite à 406 MHz	1							
3.2.13	Transpondeur de recherche et sauvetage 9 GHz	1							
3.2.14	Émetteur-récepteur pour canot de sauvetage VHF SMDSM portatif	1							
<b>SOW Ref.</b>									
3.3.1	Cours de formation pour l'entretien	1							

**Notes:**

- La facturation est conformément à B. Clauses de contrat Subséquent – Article 6.
- Livraison est conformément à B. Clauses de contrat Subséquent - Article 7.



Pêches et Océans  
Canada

Fisheries and Oceans  
Canada

3370540

Garde côtière  
canadienne

Canadian  
Coast Guard

# *Système mondial de détresse et de sécurité en mer Énoncé des travaux*



*EDT*

*Garde côtière canadienne*

Canada 

**Publié sous l'autorité de la :**

Direction générale des Services techniques intégrés  
Pêches et Océans Canada  
Garde côtière canadienne  
Ottawa, Ontario

K1A 0E6

3370540

SYSTÈME MONDIAL DE DÉTRESSE ET DE SÉCURITÉ EN MER –  
ÉNONCÉ DES TRAVAUX

3370540 FINALE – DECEMBRE 2014  
RÉVISÉ JANVIER 2015

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2015

EKME#3370540

Modèle de document : Français  
Format d'impression : Recto verso  
Révisé le : août 2010  
Compatibilité : Word 97 et 2002 (XP)

Disponible sur le site de la GCC :  
<http://intra.coast-guard.ca/accueil>

Available in English



Imprimé sur du papier recyclé

## Contrôle du document

### Registre des modifications

#	Date	Description	Initiales
1	2013-10-07	1 <sup>ère</sup> version	E.I.
2	02/20/2014	2 <sup>e</sup> ébauche	P.C.
3	03/21/2014	3 <sup>e</sup> ébauche	P.C.
4	2014-11-04	4 <sup>e</sup> ébauche	P.C.
5	2014-07-05	Final	P.C.
6	28-08-2014	Remanier de manière à utiliser la bonne terminologie pour l'offre à commandes	P.C.

### Approbations

Bureau de première responsabilité (BPR)	Paul Chefurka	Approuvé: _____ Date: _____
Gestionnaire des catégories d'actifs Électronique et informatique	Andrew McGregor	Approuvé: _____ Date: _____
Directeur, Électronique et informatique	Sam Ryan	Approuvé: _____ Date: _____
Directeur général, Services techniques intégrés	Michel Cécire	Approuvé: _____ Date: _____

Page laissée en blanc intentionnellement.

## Table des matières

<b>GESTION DU DOCUMENT .....</b>	<b>V</b>
1.    AUTORITÉ .....	V
2.    RESPONSABILITÉ .....	V
3.    DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS ET/OU RÉVISIONS.....	V
 <b>AVANT-PROPOS VII</b>	
3.    PORTÉE .....	VII
4.    BUT .....	VII
 <b>CHAPITRE 1    PRODUITS LIVRABLES .....</b>	<b>1</b>
1.1    ÉQUIPEMENT .....	1
1.1.1    Équipement fourni .....	1
1.2    DOCUMENTATION ET DONNÉES .....	1
1.2.1    Renseignements généraux .....	1
1.2.2    Plan d'entretien .....	2
1.3    FORMATION TECHNIQUE.....	2
1.3.1    Formation en entretien.....	2

Page laissée en blanc intentionnellement.

## Gestion du document

### 1. Autorité

Ce document est émis par le Directeur général des Services techniques intégrés, Autorité technique nationale de la GCC, sous la délégation du Sous-ministre des Pêches et Océans et du Commissaire de la Garde côtière canadienne.

### 2. Responsabilité

- a) La gestionnaire du projet d'acquisition d'un Système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM) a la responsabilité de :
  - i) la réalisation et divulgation de ce document; et
  - ii) l'identification d'un Bureau de première responsabilité (BPR) qui est responsable de la coordination et du contenu du document.
- b) Le BPR est responsable de :
  - i) la validité et de l'exactitude du contenu ;
  - ii) la disponibilité de cette information ;
  - iii) la mise à jour au besoin ;
  - iv) la révision périodique ; et
  - v) du suivi auprès du demandeur de toutes requêtes, demandes et/ou suggestions reçues.

### 3. Demandes de renseignements et/ou révisions

Toutes les demandes de renseignements à propos de ce document, y compris les propositions de révision et les demandes d'interprétation, doivent être envoyées au Bureau de première responsabilité (BPR) suivant :

Titre du poste : gestionnaire du projet d'acquisition d'un Système SMDSM  
Adresse : 200 rue Kent,  
Ottawa, ON  
Stn 7S036  
K1A 0E6

Toutes les demandes doivent :

- i) être claires et concises; et
- ii) renvoyer à un chapitre, à une section, à une figure ou à un tableau spécifique de ce document.

Page laissée en blanc intentionnellement.

## Avant-propos

### 3. Portée

Le présent énoncé des travaux (EDT) décrit les activités et les produits livrables associés à l'acquisition de l'équipement du Système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM) qui doit être installées à bord des navires de la Garde côtière canadienne partout au Canada. Les exigences techniques concernant l'équipement à acquérir conformément au présent énoncé des travaux sont énumérées dans le document connexe « énoncé des besoins techniques relatifs au SMDSM », que nous appellerons ÉDBT ci-après.

Dans l'ÉDT et le devis connexe, les mots « *doit* » (ou « doivent »), et le futur de l'indicatif ( will en anglais) désignent des actions et des caractéristiques obligatoires, alors que les mots « [hautement] souhaitable », « peut » (ou « peuvent » et « pourrait » (ou « pourraient ») désignent désignent une exigence facultative.

### 4. But

L'équipement du SMDSM est requis à bord des navires de la GCC en vertu d'une exigence l'Organisation maritime internationale (IMO) décrite dans la Convention internationale de sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS) ratifiée par le Canada. L'équipement du SMDSM actuellement installé à bord des navires de la GCC a atteint la fin de sa durée de vie et le fabricant d'origine n'en assure plus le soutien.

L'équipement du SMDSM nécessaire pour les différents navires qui circulent dans diverses zones maritimes figure au tableau un (1) - (Radiocommunications et configuration de l'équipement du SMDSM de l'ÉDBT).

Page laissée en blanc intentionnellement.

## Chapitre 1 PRODUITS LIVRABLES

---

### 1.1 ÉQUIPEMENT

#### 1.1.1 Équipement fourni

- 1.1.1.1 Le fournisseur *doit* fournir l'équipement indiqué dans le tableau 1 (Radiocommunications et configuration de l'équipement du SMDSM de l'ÉBT) intégralement et avec toutes les instructions d'installation, les manuels d'entretien et d'utilisation, et le matériel et les pièces nécessaires à l'installation et à l'intégration.
- 1.1.1.2 L'équipement fourni doit être vendu en composantes individuelles ou sous forme de systèmes montés en consoles.
- 1.1.1.3 Les éléments suivants font partie des responsabilités normales des ateliers régionaux de la GCC et ne sont pas visés par cette exigence : le câblage entre les différentes unités, les piles électriques de réserve et les antennes.
- 1.1.1.4 Chaque composante de la configuration du SMDSM *doit* être achetée auprès du même fabricant pendant toute la durée de l'offre à commandes..

### 1.2 DOCUMENTATION ET DONNÉES

#### 1.2.1 Renseignements généraux

- 1.2.1.1 Tous les documents produits ou fournis en vertu de ce contrat *doivent* l'être sur support papier reproductible format original électronique (Microsoft Word, Excel, etc. et Autocad pour les dessins).
- 1.2.1.2 L'entrepreneur *doit* fournir les documents produits ou fournis en vertu de ce contrat en langue anglaise et en langue française du Canada, les deux versions devant être d'une même exactitude.
- 1.2.1.3 En plus de l'exigence énoncée à la section 1.2.1.1, les instructions d'installation et les manuels d'utilisation et d'entretien *doivent* être présentés en format électronique PDF interrogeable.
- 1.2.1.4 Les manuels d'utilisation doivent aussi être présentés sur support papier et électronique au moment de l'achat de chaque unité.

## 1.2.2 Plan d'entretien

- 1.2.2.1 Les documents commerciaux fournis avec l'équipement *doivent* déterminer toutes les tâches ou procédures liées à l'entretien correctif et préventif.
- 1.2.2.2 Les documents commerciaux fournis avec l'équipement *doivent* énumérer les outils spéciaux et l'équipement d'essai nécessaires à l'entretien de l'équipement du SMDSM. Les outils et les instruments d'essai spéciaux sont définis comme des outils de nature tellement spécialisée que leur utilisation est réservée exclusivement à l'appareil fourni et comprend des dispositifs d'essai à usage unique ou polyvalents, conçus, fabriqués ou modifiés pour répondre aux exigences de l'équipement.
- 1.2.2.3 Les documents commerciaux fournis avec l'équipement *doivent* énumérer les pièces de rechange recommandées, y compris les éléments de la plus petite unité remplaçable (LRU), qui seront nécessaires pour entretenir le SMDSM.

## 1.3 FORMATION TECHNIQUE

### 1.3.1 Formation en entretien

- 1.3.1.1 Le fournisseur *doit* être en mesure d'offrir un cours de formation sur l'entretien des produits disponibles sur le marché. La formation doit être donnée par des représentants du fournisseur au personnel technique de la GCC, qui est composé de techniciens et de technologistes électroniques qualifiés et expérimentés.
- 1.3.1.2 La formation doit répondre aux critères suivants :
- Les classes doivent compter au plus huit (8) étudiants;
  - La formation doit avoir lieu pendant les heures normales de travail et durer tout au plus cinq heures et demie (5,5 h) par jour;
  - La formation ne doit pas durer plus de cinq (5) jours ouvrables;
  - La formation doit être donnée au Collège de la GCC, à Sydney, en Nouvelle-Écosse.
  - Les frais de déplacement et de subsistance pour les représentants du fournisseur doivent être inclus dans le prix du cours.
  - Le cours doit être disponible dans les deux langues officielles du Canada, c'est-à-dire en français et en anglais.
  - Chaque cours individuel doit être offert dans l'une des deux langues officielles du Canada.
  - Le choix de la langue du cours doit être à la discrétion de la GCC.
  - Le didacticiel doit être traité comme de la documentation, conformément aux dispositions établies dans les Conditions générales.

---

---

---



Fisheries and Oceans  
Canada

Pêches et Océans  
Canada

Canadian  
Coast Guard

Garde côtière  
canadienne

MGCE NO 3098326

# *Système mondial de détresse et de sécurité en mer*

## *Énoncé des besoins techniques*



**ÉBT**

*Garde côtière canadienne*

Canada 

**Publié avec l'autorisation de :**

Direction générale des Services techniques intégrés  
Pêches et Océans Canada  
Garde côtière canadienne.  
Ottawa (Ontario)

K1A 0E6

MGCE N° 3098326  
SMDSM – ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES

VERSION 3 – NOVEMBRE 2014

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, 2006

Disponible sur le site intranet de la Garde côtière canadienne  
à l'adresse :

<http://ccg-gcc.ncr.dfo-mpo.gc.ca>

Modèle de document : Anglais  
Format d'impression : Recto verso  
Dernière révision : 1<sup>er</sup> septembre 2004  
Compatibilité : Word 97 et 2002 (XP)

Available in English: **EKME# 2840758**



Imprimé sur du papier recyclé

## Contrôle du document

### Registre des modifications

N°	Date	Description	Initiales
1	08 avril, 2014	Version 2 – Modifications à la suite de l'évaluation par les pairs	AD
2	12 novembre, 2014	Version 3 – Révision selon commentaires TPSGC	AD

### Approbations

Bureau de première responsabilité (BPR)	Andrew	Approuvé : _____
Électronique à bord des navires	de Haan	Date: _____
Gestionnaire, Systèmes électroniques des navires	Benoit	Approuvé : _____
Services d'ingénierie	Guyon	Date: _____
Directeur	Sam	Approuvé : _____
Services techniques intégrés	Ryan	Date: _____
Directeur général	Michel	Approuvé : _____
Services techniques intégrés	Cécire	Date: _____

Page intentionnellement laissée en blanc

## Table des matières

<b>CHAPITRE 1</b>	<b>PORTÉE ET CONTEXTE .....</b>	<b>1</b>
1.1	PORTÉE .....	1
1.2	CONTEXTE.....	1
<b>CHAPITRE 2</b>	<b>CONFIGURATIONS DE L'ÉQUIPEMENT.....</b>	<b>3</b>
<b>CHAPITRE 3</b>	<b>EXIGENCES .....</b>	<b>7</b>
3.1	EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES .....	7
3.2	EXIGENCES TECHNIQUES .....	8
3.2.1	Caractère commun et fonctionnalité partagée .....	8
3.2.2	Radiotéléphone VHF avec ASN de catégorie D.....	11
3.2.3	Radiotéléphone VHF avec ASN de catégorie A.....	11
3.2.4	Radiotéléphone MF/HF avec ASN de catégorie A.....	12
3.2.5	Radiotéléphone MF/HF pour des communications d'ordre général .....	12
3.2.6	Récepteur de veille ASN de six canaux MF/HF.....	12
3.2.7	Télex radioélectrique/IDBE .....	13
3.2.8	Station terrienne de navire Inmarsat (STN) avec système d'appel de groupe amélioré (AGA) .....	13
3.2.9	Alimentations et chargeur de batteries .....	13
3.2.10	Console.....	15
3.2.11	Récepteur NAVTEX .....	15
3.2.12	RLS pouvant surnager librement et fonctionnant par satellite à 406 MHz.....	15
3.2.13	Transpondeur de recherche et de sauvetage 9 GHz.....	16
3.2.14	Émetteur-récepteur pour canot de sauvetage VHF SMDSM portatif.....	16
3.3	EXIGENCES OPÉRATIONNELLES .....	16
3.3.1	Convivialité et possibilité d'entretien .....	16
<b>APPENDICE A</b>	<b>PUBLICATIONS.....</b>	<b>A1</b>
<b>APPENDICE B</b>	<b>ACRONYMES .....</b>	<b>A3</b>

## Liste des tableaux

Tableau 1 : Configurations des radiocommunications et de l'équipement du SMDSM de la GCC .....	5
Tableau 2 : Normes applicables relativement aux exigences .....	8
Tableau 3 : Règlements, normes et publications relatives aux exigences de rendement .....	A1

## Liste des figures

Figure 1: Configuration de l'alimentation de l'installation domestique .....	14
Figure 2: Configuration de l'alimentation de l'installation SOLAS (internationale) .....	14

Page laissée en blanc intentionnellement.

---

## Chapitre 1 PORTÉE ET CONTEXTE

---

### 1.1 PORTÉE

- 1.1.1. Ce document vise à présenter les exigences techniques de l'équipement disponible sur le marché (COTS) relatif au Système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM) des navires de la Garde côtière canadienne (GCC).
- 1.1.2. Il **doit** être utilisé conjointement avec l'énoncé de travail (ET) joint pendant le processus d'approvisionnement.

### 1.2 CONTEXTE

- 1.2.1. En fonction de la classe de voyage enregistrée dans une zone donnée, les navires de la GCC **doivent** transporter du matériel de radiocommunication, conformément à la liste de règlements suivants :
- a) Loi sur la marine marchande du Canada (LMMC), 2001;
  - b) Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques
  - c) Accord entre le Canada et les États-Unis d'Amérique visant à assurer la sécurité sur les Grands Lacs par la radio (accord sur les Grands Lacs);
  - d) Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS).
- 1.2.2. Les gouvernements individuels définissent quatre « zones maritimes » :
- a) la zone maritime A1 : couverte par les stations côtières d'appel sélectif numérique (ASN) sur très haute fréquence (VHF) [40 milles marins];
  - b) la zone maritime A2 (non déclarée au Canada) : couverte par les stations côtières ASN à moyenne fréquence et à haute fréquence (MF/HF), à l'exclusion de la zone maritime A1 (150 milles marins);
  - c) la zone maritime A3 : couverte par un satellite géostationnaire Inmarsat, à l'exclusion des zones maritimes A1 et A2 (du 70° parallèle nord au 70° parallèle sud environ);
  - d) La zone maritime A4 – Zones autres que les zones A1, A2, et A3 (régions polaires)
- 1.2.3. Au Canada, la couverture VHF comprend également les zones suivantes :
- a) Grands Lacs

- b) les eaux de la rivière Saguenay, en aval de Chicoutimi;
- c) le fleuve Saint-Laurent aussi loin en direction de la mer qu'une ligne droite tracée :
- d) d'une part, de Cap-des-Rosiers à la pointe de l'Ouest de l'île d'Anticosti,
- e) d'autre part, de l'île d'Anticosti à la rive nord du fleuve Saint-Laurent, le long du méridien de longitude 63° O.;
- f) les eaux du Puget Sound, État de Washington, É.-U;
- g) les eaux qui sont situées dans un rayon de couverture d'une station radio de la Garde côtière canadienne ou de la Garde côtière des États-Unis assurant un service mobile maritime de détresse et de sécurité continu sur la fréquence 156,8 MHz (voie 16).

1.2.4. Le Canada exige l'installation d'équipement du SMDSM sur les navires de la GCC dans le cadre des voyages domestiques au Canada dans la zone A1 et dans les zones de couverture VHF, ainsi que dans la zone A3. Le Canada exige également l'installation d'équipement du SMDSM sur les navires de la GCC qui effectuent des voyages internationaux dans le cadre de la Convention SOLAS dans les zones A3 et A4.

1.2.5. Les configurations de l'équipement du SMDSM offertes par le Canada sur les navires de la GCC **doivent** respecter au moins les exigences relatives à l'équipement exigé à bord répertoriées dans les règlements en ce qui concerne les zones citées à la section 1.2.4.

## Chapitre 2 CONFIGURATIONS DE L'ÉQUIPEMENT

---

- 2.1. La flotte de la CCG compte de nombreux navires différents, de tailles, de poids et de classes de voyage variés. Afin de respecter les divers règlements internationaux et nationaux, ainsi que les exigences de la Direction des opérations de la GCC, un certain nombre de configurations de l'équipement est nécessaire.
- 2.1.1. Configuration 1 : petits navires, zone de couverture VHF. Cette configuration concerne les navires de plus de huit (8) mètres, mais de moins de vingt (20) mètres de long. Ces navires sont exploités dans les zones de couverture VHF canadiennes.
  - 2.1.2. Configuration 2 : grands navires, zones de couverture VHF et zone maritime A1. Cette configuration concerne les navires de plus de vingt (20) mètres de long. Ces navires sont exploités dans les zones de couverture VHF ou la zone maritime A1.
  - 2.1.3. Configuration 3: exploitation domestique, zone maritime A3. Cette configuration concerne les navires exploités dans la zone maritime A3 des eaux canadiennes.
  - 2.1.4. Configuration 4: exploitation internationale, zone maritime A3. Cette configuration concerne les navires exploités dans la zone maritime A3, en dehors des eaux canadiennes.
  - 2.1.5. Configuration 5: exploitation internationale, zone maritime A4. Cette configuration concerne les navires exploités dans la zone maritime A4, en dehors des eaux canadiennes.
- 2.2. Le tableau 1 présente l'équipement qui compose les configurations de base habituellement installées sur un navire à titre de système. L'équipement répertorié dans la catégorie « Équipement supplémentaire propre au navire, au besoin » sera utilisé pour répondre aux exigences individuelles des navires. Les numéros de paragraphes de la colonne « Réf. » font références aux paragraphes dans lesquels on peut trouver les spécifications de matériel précis.

Page laissée en blanc intentionnellement.

Tableau 1 : Configurations des radiocommunications et de l'équipement du SMDSM de la GCC

Réf.	Équipement	Configuration 1 : petits navires, zone de couverture VHF	Configuration 2 : grands navires, zone de couverture VHF et zone maritime AI	Configuration 3 : Sea Area A3 Pavillon canadien	Configuration 4 : Sea Area A3 International	Configuration 5 : exploitation internationale, zone maritime A4
Configuration de base						
3.2.2	Radiotéléphonie VHF avec appel sélectif numérique (ASN) de catégorie D	X				
3.2.2	Radiotéléphonie VHF avec ASN de catégorie D (double) <sup>4</sup>	X				
3.2.3	Radiotéléphonie VHF avec ASN de catégorie A		X	X	X	X
3.2.3	Radiotéléphonie VHF avec ASN de catégorie A (double) <sup>4</sup>		X	X	X	X
3.2.4	Radiotéléphonie MF/HF, puissance intermédiaire (~250 W) avec ASN de catégorie A			X	X	X
3.2.4	Radiotéléphonie MF/HF, haute puissance (~500 W) avec ASN de catégorie A (double) <sup>4</sup>					X
3.2.6	Récepteur de veille ASN de six canaux MF/HF				X	X
3.2.7	Télex radioélectrique/impression directe à bande étroite (IDBE)				X	X
3.2.7	Télex radioélectrique/IDBE (double) <sup>4</sup>					X
3.2.8	Station terrienne de navire Inmarsat (STN) avec récepteur de système d'appel de groupe amélioré (EGC)			X		X <sup>1</sup>
3.2.8	STN Inmarsat avec récepteur d'EGC (double) <sup>4</sup>				X	
3.2.9	Alimentations et chargeur de batteries		X	X	X	X
3.2.9	Alimentations et chargeur de batteries (doublés) <sup>4</sup>				X	X

		Équipement supplémentaire propre au navire, au besoin					
3.2.9	Blocs d'alimentation	X	X	X	X	X	X
3.2.2	Radiotéléphonie VHF avec appel sélectif numérique (ASN) de catégorie D			X <sup>1</sup>	X <sup>1</sup>	X <sup>1</sup>	X <sup>1</sup>
3.2.5	Radiotéléphonie MF/HF (~150 W)	X <sup>1</sup>	X <sup>1</sup>	X <sup>1</sup>	X <sup>1</sup>	X <sup>1</sup>	
3.2.10	Console			X	X	X	X
3.2.11	Récepteur NAVTEX	X <sup>1</sup>	X <sup>1</sup>	X	X	X	X
3.2.12	Radiobalises de localisation des sinistres (RLS) pouvant surnager librement et fonctionnant par satellite à 406 MHz	X	X	X	X	X	X
3.2.13	Transpondeur de recherche et de sauvetage 9 GHz			X <sup>2</sup>	X <sup>2</sup>	X <sup>2</sup>	X <sup>2</sup>
3.2.14	Émetteur-récepteur pour canot de sauvetage VHF SMDSM portatif			X <sup>3</sup>	X <sup>3</sup>	X <sup>3</sup>	X <sup>3</sup>
3.2.1.1	Accessoires de radiotéléphonie	X	X	X	X	X	X

*Note:* 1 De l'équipement de radiocommunications supplémentaire peut être requis sur les navires en raison d'exigences opérationnelles.

*Note:* 2 Un répondeurs de recherche et sauvetage (RRS) est requis pour un navire de la GCC de 300 tonneaux ou plus, mais de moins de 500 tonneaux, et de plus de 20 mètres de long. Pour un navire de la GCC de 500 tonneaux ou plus, 2 RRS sont requis.

*Note:* 3 Pour un navire de la GCC de 300 tonneaux ou plus, mais de moins de 500 tonneaux, 2 émetteurs-récepteurs pour canot de sauvetage VHF SMDSM portatifs sont requis. Pour un navire de la GCC de 500 tonneaux ou plus, 3 émetteurs-récepteurs pour canot de sauvetage VHF SMDSM portatifs sont requis.

*Note:* 4 « Double » signifie qu'une fonction est doublée afin de respecter l'exigence en matière de duplication de l'équipement.

## Chapitre 3 EXIGENCES

---

L'équipement radio requis à bord des navires canadiens dans les eaux domestiques canadiennes doit rencontrer les règlements conformément à l'Accord relatif à la qualité de l'eau dans les Grands Lacs, la *Loi sur la marine marchande du Canada* (LMMC) de 2001, *Loi sur la prévention de la pollution des eaux arctiques* et la *Loi sur la radiocommunication*. Les navires canadiens navigant dans les eaux internationales **doivent** se conformer à la Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer (SOLAS)

Le matériel fourni doit être approuvé par une autorité compétente et être conforme aux normes pertinentes figurant dans la Convention SOLAS et dans la LMMC de 2001. Il doit également être certifié auprès d'Industrie Canada.

Outre le respect de ces exigences en matière de rendement de l'équipement, le Canada impose les exigences décrites ci-après.

### 3.1 EXIGENCES RÉGLEMENTAIRES

Il incombe à Transports Canada de faire respecter l'accord sur les Grands Lacs, la LMMC de 2001 et la *Loi sur la prévention de la pollution des zones des eaux arctiques contiguës au continent et aux îles de l'Arctique canadien* en ce qui concerne l'équipement radio. L'équipement du SMDSM et de radiocommunication **doit** être approuvé par Transports Canada avant d'obtenir la certification d'Industrie Canada.

- 3.1.1. L'équipement de transmission radio **doit** obtenir la certification d'Industrie Canada et un certificat d'approbation technique.
- 3.1.2. L'équipement **doit** être approuvé par Transports Canada et respecter les normes pertinentes établies par l'Organisation maritime internationale, référencée par SOLAS et LMMC 2001.

*Note: aux fins du présent énoncé des besoins techniques (ÉBT), utiliser les versions pertinentes les plus récentes des publications de l'Organisation maritime internationale (OMI), de la Commission électrotechnique internationale (CEI), du Comité de la sécurité maritime (CSM) et du Cahier des charges sur les normes radioélectriques (CNR) présentées au tableau 2.*

Tableau 2 : Normes applicables relativement aux exigences

Type d'équipement	Industrie Canada	Transports Canada et Convention SOLAS	
	Normes de mise à l'essai	Normes de rendement	Normes de mise à l'essai
Radiotéléphonie VHF avec ASN de catégorie D	CNR-182	S.O.	EN 301 025 ou CEI 62238
Radiotéléphonie VHF avec ASN de catégorie A	CNR-182	Résolution de l'OMI – A.803(19)	CEI 61097-3, 7, 8
Radiotéléphonie MF/HF	CNR-181	S.O.	S.O.
Radiotéléphonie MF/HF avec ASN de catégorie A et Téléx radioélectrique/IDBE	CNR-288	Résolution de l'OMI – A.806(19)	CEI 61097-3, 8, 9 MSC. 148(77)
Récepteurs de veille pour réception d'ASN sur les bandes maritimes MF/HF et VHF	S.O.	Résolutions de l'OMI – A.806(19), A.806(19)	CEI 61097-8
STN Inmarsat de type C avec récepteur d'EGC	S.O.	Résolution de l'OMI – A.807(19)	CEI 61097-4
Récepteur NAVTEX	CNR-288	MSC. 148(77)	CEI 61097-6
RLS pouvant surnager librement et fonctionnant par satellite à 406 MHz	CNR-287	Résolutions de l'OMI – A.810(19), A.660(16), A.662(16)	CEI 61097-2
RRS sur la bande comprise entre 9,2 et 9,5 GHz	CNR-288	Résolution de l'OMI – .802(19)	CEI 61097-1
Émetteur-récepteur VHF SMDSM portatif	CNR-182	MSC. 149(77)	CEI 61097-12

*Remarque : se reporter à l'annexe A pour obtenir la description des documents.*

## 3.2 EXIGENCES TECHNIQUES

### 3.2.1 Caractère commun et fonctionnalité partagée

#### 3.2.1.1 Radiotéléphone et accessoires

- 3.2.1.1.1. Les radios ASN de catégorie A, à l'exception des radios portatives, **devraient** posséder les fonctions d'enregistrement pour 120 secondes (minimum) et de relecture.
- 3.2.1.1.2. Les radios VHF ASN **doivent** être équipées d'un récepteur de veille intégré permettant de surveiller le canal 70 du système ASN.
- 3.2.1.1.3. Les radios VHF **doivent** être équipées de modes de sélection d'attribution de fréquences pour les canaux canadiens, américains et internationaux.
- 3.2.1.1.4. Les combinés téléphoniques **doivent** être équipés d'un poussoir d'émission et d'un microphone pour l'écouteur et pour l'embouchure.

- 3.2.1.1.5. Les hauts-parleurs-microphones portatifs **doivent** être équipés d'un poussoir d'émission, d'un haut-parleur et d'un microphone internes.
- 3.2.1.1.6. Un poste de contrôle à distance **doit** être équipé de fonctions de suppression de bruits de fond, de volume, de sélection du canal et de bouton de microphone.
- 3.2.1.1.7. Les combinés téléphoniques, les hauts-parleurs-microphones portatifs et les postes de contrôle à distance **devraient** être équipés d'interfaces communes et être interchangeables sur tous les radiotéléphones VHF et MF/HF fournis.
- 3.2.1.1.8. Les combinés téléphoniques et les hauts-parleurs-microphones portatifs **doivent** pouvoir être remplacés sans outils.
- 3.2.1.1.9. Toutes les radios **doivent** être équipées d'une interface pour haut-parleur externe de 8 ohms.

### **3.2.1.2 Impression directe à bande étroite (IDBE)/Télex et STN**

- 3.2.1.2.1. Le système d'IDBE/le Télex et la STN **doivent** utiliser le même matériel de console et les mêmes imprimantes.
- 3.2.1.2.2. L'équipement de l'EGC **doit** être associé à la STN.

### **3.2.1.3 Identité du service mobile maritime ISMM)**

- 3.2.1.3.1. Les données d'auto-identification Identités ISMM **doivent** être stockées dans l'équipement de manière à ce que l'opérateur ne puisse les modifier.
- 3.2.1.3.2. Le personnel technique qualifié de la GCC **doit** pouvoir modifier les données d'ISMM sur les lieux d'installation.

### **3.2.1.4 État**

- 3.2.1.4.1. Il **doit** être possible d'installer l'équipement dans les consoles fournies par l'entrepreneur (RRS, RLS, Navtex, émetteur-récepteur pour canot de sauvetage VHF SMDSM portatif exclus).
- 3.2.1.4.2. L'entrepreneur **doit** faire en sorte qu'il soit possible d'installer l'équipement sur les cloisons ou les tables.
- 3.2.1.4.3. L'équipement **devrait** être installé de manière à être facilement accessible aux fins d'inspection et de maintenance à bord.

### **3.2.1.5 Interfaces**

- 3.2.1.5.1. Les interfaces de l'équipement en ce qui concerne le système électronique de localisation de la position et les renseignements relatifs à la position et à l'heure **devraient** être conformes à la norme CEI 61162-2, Équipements et systèmes de

navigation et de radiocommunication maritimes – Interfaces numériques – Partie 2 : Émetteur unique et récepteurs multiples, transfert rapide de données.

- 3.2.1.5.2. Les composants du système **devraient** être intégrés à des éléments tiers par l'intermédiaire de la norme CEI 61162-3, Matériel et systèmes de navigation et de radiocommunication maritimes – Interfaces numériques – Partie 3 : Réseau par liaison de données série d'instruments.
- 3.2.1.5.3. Les composants du système **devraient** être intégrés à des éléments tiers par l'intermédiaire de la norme CEI 61162-450, Matériel et systèmes de navigation et de radiocommunication maritimes – Interfaces numériques – Partie 450 : Émetteurs multiples et récepteurs multiples – Interconnexion Ethernet.
- 3.2.1.5.4. Les composants du système **devraient** offrir une intégration à des éléments tiers et une configuration de réseau prêt-à-l'emploi par l'intermédiaire de normes ouvertes relatives aux réseaux Ethernet, p. ex. :
- a. Institute of Electrical and Electronics Engineers (IEEE) Std 802.3 Carrier Sense Multiple Access with Collision Detection (CSMA/CD) Access Method and Physical Layer Specifications (Ethernet);
  - b. protocole de gestion de réseau simple (SNMP);
  - c. Simple Service Discovery Protocol (SSDP);
  - d. Dynamic Host Configuration Protocol (DHCP);
  - e. Service Location Protocol (SLP);
  - f. Allocation dynamique d'adresses de protocole Internet version quatre (IPv4) ou de protocole Internet version six (IPv6).
- 3.2.1.5.5. Les outils et l'équipement d'essai, comme les branchements et le logiciel de diagnostic **devraient** s'interfacer sur l'ensemble du matériel de radiocommunication du SMDSM.
- 3.2.1.5.6. L'ensemble du matériel (RRS, RLS, émetteur-récepteur pour canot de sauvetage VHF SMDSM portatif, chargeurs de batterie, radiotéléphone VHF avec ASN de catégorie D exclus) **devrait** supporter une alimentation de 10 V c.c. à 30 V c.c. (nominale).
- 3.2.1.5.7. Le boîtier de l'équipement doit comporter une mise à la terre qui isole la source de courant continu du boîtier de l'équipement.
- 3.2.1.6 Diagnostic de panne et entretien**
- 3.2.1.6.1. La réparation par remplacement **doit** être la philosophie d'entretien des systèmes, et la réalisation des travaux d'entretien doit s'y conformer.
- 3.2.1.6.2. Un logiciel et du matériel de diagnostic **doivent** être fournis pour aider les responsables de l'entretien à effectuer le dépannage, jusqu'à la plus petite unité remplaçable (LRU).

- 3.2.1.6.3. L'équipement *devrait* permettre de réaliser des diagnostics à distance à l'aide de normes ouvertes répertoriées au paragraphe 3.2.1.5 « Interfaces ».

### 3.2.2 Radiotéléphone VHF avec ASN de catégorie D

- 3.2.2.1. Les radios *doivent* être fournies avec un haut-parleur-microphone portatif.
- 3.2.2.2. Les radios *doivent* pouvoir être utilisées à partir de deux emplacements : l'unité de commande principale et un poste à distance.
- 3.2.2.3. Chaque poste d'opérateur de tête de commande à distance *doit* être raccordé à l'unité principale par un câble mesurant au moins huit (8) mètres de long.
- 3.2.2.4. Outre le fait qu'elles *doivent* pouvoir fonctionner à partir de deux emplacements, les radios *doivent* pouvoir être utilisées par un poste analogique avec haut-parleur-microphone et combiné seulement (comme le système d'interphone David Clark) au moyen d'un bouton de microphone, et être équipées des capacités de transmission et de réception automatiques.
- 3.2.2.5. Les radios et le poste à distance *doivent* posséder un indice d'étanchéité IPx7 au moins.
- 3.2.2.6. Les radios *doivent* être alimentées par 12 V c.c. (tension nominale).

### 3.2.3 Radiotéléphone VHF avec ASN de catégorie A

- 3.2.3.1. Les radios *doivent* être fournies avec un combiné téléphonique.
- 3.2.3.2. Les radios *doivent* être équipées d'une interface permettant le raccordement externe d'un enregistreur des données du voyage (VDR)/enregistreur des données du voyage simplifié (S-VDR) approuvé de type OMI.
- 3.2.3.3. Les radios *doivent* pouvoir être utilisées à partir de trois emplacements : l'unité de commande principale et deux postes de commande à distance.
- 3.2.3.4. Chaque poste d'opérateur de tête de commande à distance *doit* être raccordé à l'unité principale par un câble mesurant au moins quinze (15) mètres de long.
- 3.2.3.5. La commande de la radio à l'endroit où le navire navigue habituellement *doit* avoir la priorité sur les unités de commande supplémentaires.
- 3.2.3.6. En présence de plusieurs unités de commande, il *faut* indiquer aux autres unités que l'équipement fonctionne.
- 3.2.3.7. Les radios *doivent* être exploitées en duplex de manière à ce que le signal reçu puisse être surveillé lorsque le bouton de microphone (PTT) est activé, en cas d'utilisation avec des canaux VHF duplex.

- 3.2.3.8. Les radios **doivent** être équipées d'un mode de fonctionnement sur canaux privés offrant au moins dix (10) canaux privés programmables.

### 3.2.4 Radiotéléphone MF/HF avec ASN de catégorie A

- 3.2.4.1. L'unité de commande de la radio **doit** être équipée d'un récepteur de veille (2 187,5 KHz) pour un canal, que l'on peut mettre à niveau afin de le transformer en récepteur de veille pour six canaux.
- 3.2.4.2. Les radios **doivent** être fournies avec un combiné téléphonique.
- 3.2.4.3. Les radios **doivent** pouvoir être utilisées à partir de deux emplacements : l'unité de commande principale et un poste de commande à distance.
- 3.2.4.4. En présence de plusieurs unités de commande, il **faut** indiquer aux autres unités que l'équipement fonctionne.
- 3.2.4.5. Chaque poste d'opérateur de tête de commande à distance **doit** être raccordé à l'unité principale par un câble mesurant au moins quinze (15) mètres de long.
- 3.2.4.6. Les radios haute puissance **doivent** être équipées d'une puissance en crête de modulation de sortie d'émetteur d'environ 500 W.
- 3.2.4.7. Les radios de puissance moyenne **doivent** être équipées d'une puissance en crête de modulation de sortie d'environ 250 W.
- 3.2.4.8. Les têtes de commande de radio MF/HF **doivent** être compatibles avec des émetteurs à basse et à haute puissance.

### 3.2.5 Radiotéléphone MF/HF pour des communications d'ordre général

- 3.2.5.1. Cette radio est semblable à celle répertoriée à la section 3.2.4, mais aucune capacité d'ASN n'est requise et la puissance en crête de modulation de sortie **doit** être d'environ 125 à 150 W seulement.
- 3.2.5.2. Les radios **doivent** être équipées d'une tête de commande séparée de l'émetteur récepteur par un câble de raccordement de huit (8) mètres de long au moins.

### 3.2.6 Récepteur de veille ASN de six canaux MF/HF

- 3.2.6.1. Le récepteur de veille ASN de six canaux MF/HF **doit** comprendre un dispositif de veille pour réception d'ASN permettant de maintenir une veille continue sur les canaux d'alerte de détresse 2 187,5 kHz, 8 414,5 kHz, 4 207,5 kHz, 12 577 kHz, 6 312 kHz et 16 804,5 kHz.

### 3.2.7 Téléx radioélectrique/IDBE

- 3.2.7.1. L'équipement Téléx radioélectrique/IDBE **doit** comprendre un dispositif d'affichage, un clavier, une imprimante et une mémoire de messages non volatile dédiés.

### 3.2.8 Station terrienne de navire Inmarsat (STN) avec système d'appel de groupe amélioré (AGA)

- 3.2.8.1. La STN **doit** offrir les fonctions de transmission et de réception des communications par impression directe.
- 3.2.8.2. La STN fournie **doit** être de catégorie 2 au moins, selon la définition de la norme CEI 61097.
- 3.2.8.3. L'équipement de la STN **doit** comprendre un dispositif d'affichage, un clavier, une imprimante et une mémoire de messages non volatile dédiés.
- 3.2.8.4. Les messages non essentiels **devraient** pouvoir être stockés sur le matériel du système d'AGA aux fins d'accès ultérieur.
- 3.2.8.5. Des moyens **doivent** être fournis pour saisir automatiquement la position et le code de la zone définis par le matériel de navigation, afin de rendre possibles la réception des appels groupés dans la zone.

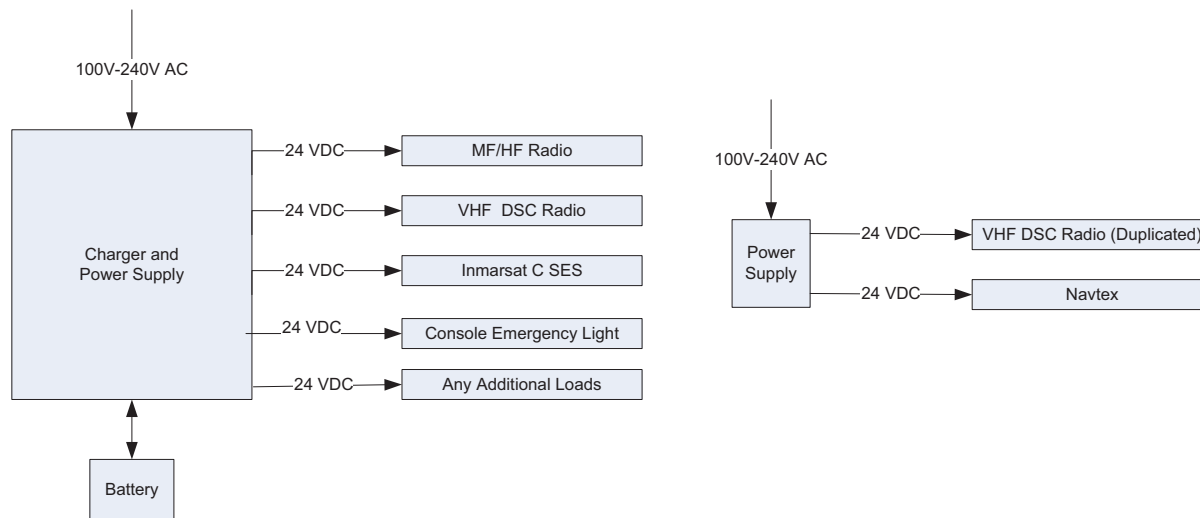
### 3.2.9 Alimentations et chargeur de batteries

- 3.2.9.1. En cas de perte de la principale source d'alimentation électrique du navire, une source d'énergie électrique de réserve **doit** automatiquement assurer l'alimentation des installations du SMDSM.
- 3.2.9.2. Les alimentations et les chargeurs de batteries du système **doivent** supporter une puissance d'entrée de 120 et de 220 V c.a. (tension nominale).
- 3.2.9.3. Le chargeur de batterie **doit** être automatique (avec charge d'entretien) et pouvoir recharger les batteries totalement vides à la capacité minimale requise en 10 heures, tout en alimentant la console de manière appropriée.
- 3.2.9.4. L'alimentation **doit** être fournie par des lignes de sortie fusionnées individuelles pour garantir un approvisionnement indépendant en c.c. au matériel branché.
- 3.2.9.5. Le matériel doublé **doit** être approvisionné par une alimentation électrique distincte.
- 3.2.9.6. Les navires visés par la Convention SOLAS **doivent** avoir la capacité de voir leur charge doublée.
- 3.2.9.7. La capacité d'alimentation électrique **devrait** pouvoir être augmentée par l'ajout de modules à un réseau fédérateur commandé par un processeur afin de partager la charge de manière équilibrée.

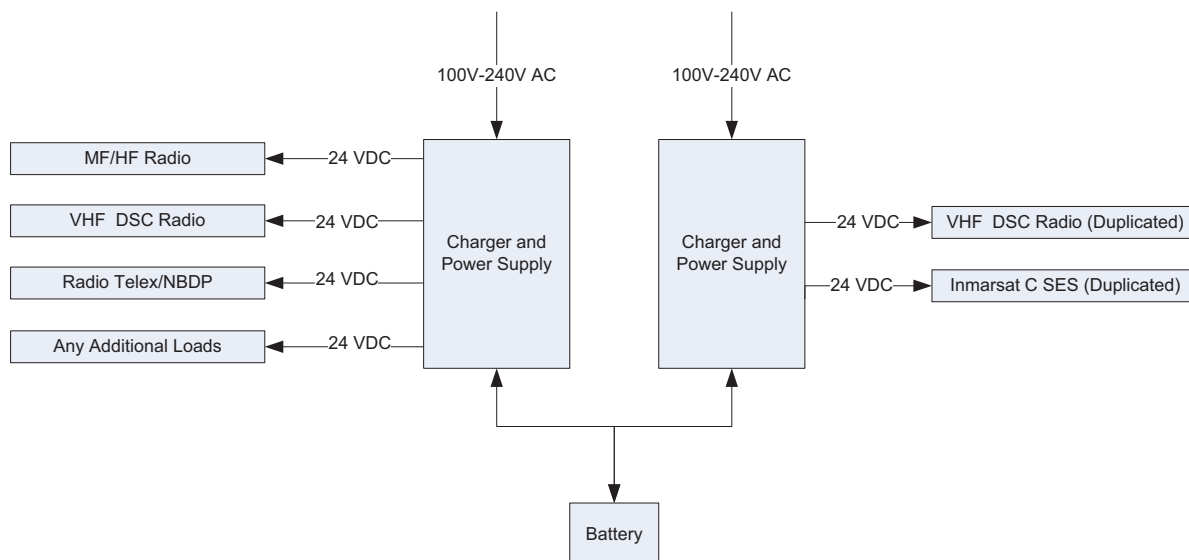
- 3.2.9.8. L'alimentation électrique et le chargeur de batteries du système *devraient* être combinés.

Les figures 1 et 2 représentent le concept général de la configuration de l'alimentation du SMDSM.

**Figure 1: Configuration de l'alimentation de l'installation domestique**



**Figure 2: Configuration de l'alimentation de l'installation SOLAS (internationale)**



### 3.2.10 Console

- 3.2.10.1. Les consoles du SMDSM **doivent** être équipées de tous les composants d'interface de fonctionnement, à l'exception des radios VHF/ASN, de la RLS, des RRS, de Navtex et des émetteurs-récepteurs pour canot de sauvetage VHF SMDSM portatifs.
- 3.2.10.2. La configuration de chaque console **doit** être précâblée en usine afin d'accélérer l'installation du système.
- 3.2.10.3. Les consoles **doivent** être conçues de façon modulaire afin de permettre une installation souple sur les navires aux exigences ou aux contraintes en matière de taille différentes.
- 3.2.10.4. La console du SMDSM **doit** pouvoir être installée sur le pont ou sur une table et des dispositions doivent être prises pour que le passage des câbles se fasse sans problème.
- 3.2.10.5. Le cadre de la console **doit** être fabriqué en métal soudé et recouvert d'un revêtement en poudre sur toutes les surfaces exposées.

### 3.2.11 Récepteur NAVTEX

- 3.2.11.1. L'équipement Navtex **doit** comprendre au minimum un dispositif d'affichage, un port de sortie d'imprimante, une mémoire de messages non volatile et une interface dédiée conforme à la norme CEI 61162-1/2.
- 3.2.11.2. Le récepteur NAVTEX **doit** être fourni avec un système d'antenne actif.

### 3.2.12 RLS pouvant surnager librement et fonctionnant par satellite à 406 MHz

- 3.2.12.1. Les RLS **doivent** être désignés en tant que type E1, selon la définition d'Industrie Canada.
- 3.2.12.2. Le code d'identification de la RLS **doit** comprendre un code de pays pour les navires canadiens.
- 3.2.12.3. La RLS **doit** être équipée d'un déclencheur hydrostatique.
- 3.2.12.4. Le déclencheur hydrostatique **doit** être remplaçable sans qu'il soit nécessaire de remplacer le support du boîtier de la RLS.
- 3.2.12.5. Le déclencheur hydrostatique **doit** avoir une durée de vie d'au moins deux ans après la date de livraison, comme l'indique sa date d'expiration.
- 3.2.12.6. La batterie de la RLS **doit** avoir une durée de vie d'au moins cinq ans après la date de livraison, comme l'indique sa date d'expiration.

- 3.2.12.7. La batterie **doit** être non dangereuse et pouvoir être expédiée à l'intérieur du Canada par la poste ordinaire.

### 3.2.13 Transpondeur de recherche et de sauvetage 9 GHz

- 3.2.13.1. Les RRS **doivent** fonctionner sur la plage de fréquences de bande X du radar.
- 3.2.13.2. La batterie du RRS **doit** avoir une durée de vie d'au moins cinq ans après la date de livraison, comme l'indique sa date d'expiration.
- 3.2.13.3. La batterie **doit** être non dangereuse et pouvoir être expédiée à l'intérieur du Canada par la poste ordinaire.

### 3.2.14 Émetteur-récepteur pour canot de sauvetage VHF SMDSM portatif

- 3.2.14.1. Les radios **doivent** être fournies avec une batterie et un chargeur secondaires remplaçables par l'utilisateur aux fins d'utilisation quotidienne.

## 3.3 EXIGENCES OPÉRATIONNELLES

### 3.3.1 Convivialité et possibilité d'entretien

- 3.3.1.1. Les fonctions couramment utilisées **devraient** être accessibles au moyen d'un écran tactile, d'un bouton ou d'un bouton-poussoir sur l'unité de commande principale.
- 3.3.1.2. Sur l'ensemble des radios, il **doit** être possible de régler le volume du haut-parleur interne indépendamment du volume du combiné.
- 3.3.1.3. Le matériel émetteur de lumière **doit** être équipé de commandes de luminosité pratiques sous forme de bouton de commande ou de bouton externe.
- 3.3.1.4. Les messages de l'IDBE/du Télex radioélectrique et de la STM **devraient** être faciles à envoyer, de manière intuitive, avec un nombre d'actions requises réduit au minimum.
- 3.3.1.5. Un moyen de visualiser l'état de la batterie **doit** être bien visible pour l'opérateur radio.
- 3.3.1.6. L'équipement de communication **doit** comprendre un carnet d'adresses de personnes-ressources que l'on peut mettre à jour (p. ex., les numéros d'ISMM).

## Appendice A PUBLICATIONS

Tableau 3 : Règlements, normes et publications relatives aux exigences de rendement

ETSI EN 301 025	Electromagnetic compatibility and Radio spectrum Matters (ERM); VHF radiotelephone equipment for general communications and associated equipment for Class "D" Digital Selective Calling (DSC)
CEI 61097 – intégralité	Système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM) – Exigences opérationnelles et de fonctionnement, méthodes d'essai et résultats exigibles
CEI 62238	Matériel et systèmes de navigation et de radiocommunications maritimes — Matériel radiotéléphonique VHF comprenant la fonction d'appel sélectif numérique (ASN) de classe D — Méthodes d'essai et résultats exigés
Résolution de l'OMI – MSC. 148(77)	Normes de fonctionnement révisées du matériel télégraphique à impression directe à bande étroite du Système mondial de détresse et de sécurité en mer (GMDSS) pour la réception d'avertissements concernant la navigation et la météorologie et de renseignements urgents destinés aux navires (NAVTEX)
Résolution de l'OMI – MSC. 149(77)	Normes de fonctionnement révisées des radiotéléphones émetteurs-récepteurs portables VHF pour embarcation de sauvetage
Résolution de l'OMI – A.660(16)	Présence à bord de radiobalises de localisation des sinistres (RLS) par satellite
Résolution de l'OMI – A.662(16)	Normes de fonctionnement des dispositifs permettant au matériel radioélectrique de secours de se dégager pour surnager librement et de se mettre en marche
Résolution de l'OMI – A.694(17)	Prescriptions générales applicables au matériel radioélectrique de bord faisant partie du système mondial de détresse et de sécurité en mer et aux aides électroniques à la navigation
Résolution de l'OMI – A.802(19)	Normes de fonctionnement des répondeurs radars pour embarcations et radeaux de sauvetage destinés à être utilisés lors des opérations de recherche et de sauvetage
Résolution de l'OMI – A.803(19)	Normes de fonctionnement des installations radioélectriques de bord à ondes métriques pour les communications vocales et l'appel sélectif numérique
Résolution de l'OMI –	Normes de fonctionnement des installations radioélectriques de

A.806(19)	bord à ondes hectométriques et décamétriques pour les communications vocales, l'impression directe à bande étroite et l'appel sélectif numérique
Résolution de l'OMI – A.807(19)	Normes de fonctionnement des stations terriennes de navire INMARSAT-C permettant d'émettre et de recevoir des communications par impression directe
Résolution de l'OMI – A.808(19)	Normes de fonctionnement des stations terriennes de navire permettant d'assurer des communications bidirectionnelles
Résolution de l'OMI – A.810(19)	Normes de fonctionnement des radiobalises de localisation des sinistres (RLS) pouvant surnager librement et fonctionnant par satellite à 406 MHz
Industrie Canada, CNR-181	Cahiers des charges sur les normes radioélectriques, Gestion du spectre et télécommunications – Émetteurs et récepteurs radiotéléphoniques à bande latérale unique de station côtière et de station de navire fonctionnant dans la bande de 1 605 à 28 000 kHz
Industrie Canada, CNR-182	Cahiers des charges sur les normes radioélectriques, Gestion du spectre et télécommunications – Émetteurs et récepteurs radio maritimes fonctionnant dans la bande 156-162,5 MHz
Industrie Canada, CNR-287	Spécifications des normes applicables aux émetteurs et aux récepteurs – Radiobalises de localisation des sinistres (RLS), radiobalises de secours (RBS), balises de localisation personnelles (BLP) et dispositifs maritimes de localisation des survivants (DMLS)
Industrie Canada, CNR-288	Cahier des charges sur les normes radioélectriques – Système mondial de détresse et de sécurité en mer (SMDSM)
Ministère de la Justice L.C. 2001, ch. 26	Loi sur la marine marchande du Canada de 2001

## Appendice B      ACRONYMES

Tableau 4 : Acronymes

ASN	Appel sélectif numérique
BPR	Bureau de première responsabilité
CEI	Commission électrotechnique internationale
COTS	Disponible sur le marché
CSM	Comité de la sécurité maritime
ÉDT	Énoncé de travail
GCC	Garde côtière canadienne.
LMMC	Loi sur la marine marchande du Canada
LOMER	Liste des outils et du matériel d'essai recommandés
OMI	Organisation maritime internationale
RLS	Radiobalise de localisation des sinistres
CNR	Cahier des charges sur les normes radioélectriques
RRS	Répondeurs de recherche et sauvetage
SMDSM	Système mondial de détresse et de sécurité en mer
SOLAS	Convention internationale pour la sauvegarde de la vie humaine en mer
STI	Services techniques intégrés
STN	Station terrestre de navire (Inmarsat)
VHF	Très haute fréquence

Page intentionnellement laissée en blanc

## **ANNEXE "C"**

### **TPSGC 942 Échantillon Commande subséquente à une offre à commandes**

**Système mondial de détresse et de sécurité en  
mer**

**F7048-140004**



**Call-up Against a Standing Offer**  
**Commande subséquente à une offre à commandes**

**To the supplier:** Your standing offer referred to below is hereby accepted as follows: You are required to supply the goods and/or services shown below at the prices or pricing basis and in accordance with the other terms and conditions stated in the standing offer. Only goods and services included in the standing offer shall be supplied against this call-up.

**Au fournisseur:** Votre offre à commandes, dont le numéro figure plus bas, est acceptée selon les modalités suivantes: Vous devez fournir les biens ou services indiqués ci-dessous au prix ou selon les modalités de prix et en conformité des autres conditions stipulés dans l'offre à commandes. Ne seront fournis en vertu de la présente commande que les biens et services figurant dans l'offre à commandes.

Security:	This call-up includes security provisions. If yes, an SRCL shall accompany all PWGSC call-ups.	<input type="checkbox"/>	No Non
Sécurité :	Cette commande comprend des exigences en matière de sécurité. Si oui, on doit joindre une LVERS à toutes les commandes du TPSGC.	<input type="checkbox"/>	Yes Oui

Invoices are to be addressed in accordance with: Adresser les factures selon:

☐ The detailed instructions in the standing offer  
Les instructions détaillées de l'offre à commandes

☐ The address shown in the "Ship to" block  
L'adresse indiquée dans la case "Expédier à"

☐ Special instructions below  
Les instructions particulières ci-dessous

Each shipment shall be accompanied by a packing slip or delivery slip. All invoices, shipping bills and packing slips must show the following reference numbers.

Financial Code(s) - Code financier(s)

Chaque envoi sera accompagné d'un bordereau d'emballage ou d'expédition. Les factures, connaissements et bordereaux d'emballage doivent tous porter les numéros de référence suivants.

Standing Offer No. - N° d'offre à commandes

Requisition no. - N° de commande  
Order, Off. - Bur. dem, YY - AA Serial no. - N° de série

Client Reference No. (optional) N° de référence du client (facultatif)	
---	--

Goods and Services Tax (GST)/Harmonized Sales Tax (HST): Unless otherwise indicated, unit/extended prices include GST/HST.

Provincial Sales Tax - Taxe de vente provinciale

Taxe sur les produits et services (TPS)/Taxe de vente harmonisée (TVH) : Sauf indication contraire, la TPS/TVH est incluse dans le prix unitaire et le prix total.

☐ Exigible ☐ Non-exigible

Lic. no.(s) auth. - Autori. N°(s) de licence

Amendment No. - N° de modification

Previous Value - Valeur précédente

Value of inc. or dec. - Augm. ou diminution

Tot. est. exp. or rev. tot. est. exp.
Mont. tot. prév. ou mont. tot. prév. révisé

Item No. N° de l'art.	NATO Stock number / Item Description N° de nomenclature de l'OTAN / Description de l'article	U. of I. U. de d.	Qty Qté	Unit Price Prix unitaire (\$)	GST or HST TPS ou TVH (%)	GST or HST TPS ou TVH (\$)	Extended Price Prix calculé (\$)

Special Instructions - Instructions particulières

Total Price (before taxes)  
Prix total (avant taxes)

GST/HST Amount Montant  
TPS/TVHTotal Extended Price  
Prix calculé total

For further information call - Pour renseignements supplémentaires

Delivery required by - Livraison requise le

Name - Nom

Telephone No. - N° de téléphone

Pursuant to subsection 32(1) of the *Financial Administration Act*, funds are available.  
En vertu du paragraphe 32(1) de la *Loi sur la gestion des finances publiques*, des  
fonds sont disponibles.

Approved for the Minister - Approuvé pour le Ministre

Signature (Mandatory - Obligatoire)

Date \_\_\_\_\_

Signature (Mandatory - Obligatoire)

Date \_\_\_\_\_

Canada<sup>101</sup>

PWGSC-TPSGC 942 (02/2011)

Requisition No. - N° de commande			Client Reference No. (optional) N° de référence du client (facultatif)
Order, Off. Bur, dem.	YY - AA	Serial No. - N° de série	

Page
of de

Item No. N° de l'art.	NATO Stock number / Item Description N° de nomenclature de l'OTAN / Description de l'article	U. of I. U. de d.	Qty Qté	Unit Price Prix unitaire (\$)	GST or HST TPS ou TVH (%)	GST or HST TPS ou TVH (\$)	Extended Price Prix calculé (\$)

Requisition No. - N° de commande			Client Reference No. (optional) N° de référence du client (facultatif)
Order. Off.	Bur. dem.	Serial No. - N° de série	

Page
of
de

Item No. N° de l'art.	NATO Stock number / Item Description N° de nomenclature de l'OTAN / Description de l'article	U. of I. U. de d.	Qty Qté	Unit Price Prix unitaire (\$)	GST or HST TPS ou TVH (%)	GST or HST TPS ou TVH (\$)	Extended Price Prix calculé (\$)

Requisition No. - N° de commande			Client Reference No. (optional) N° de référence du client (facultatif)
Order. Off.	Bur. dem.	Serial No. - N° de série	

Page
of
de

Item No. N° de l'art.	NATO Stock number / Item Description N° de nomenclature de l'OTAN / Description de l'article	U. of I. U. de d.	Qty Qté	Unit Price Prix unitaire (\$)	GST or HST TPS ou TVH (%)	GST or HST TPS ou TVH (\$)	Extended Price Prix calculé (\$)



Pêches et Océans  
Canada

Fisheries and Oceans  
Canada

Garde côtière  
canadienne

Canadian  
Coast Guard

# *Système mondial de détresse et de sécurité en mer Plan d'Évaluation*



**Publié sous l'autorité de la :**

Direction générale des Services techniques intégrés  
Pêches et Océans Canada  
Garde côtière canadienne  
Ottawa, Ontario

K1A 0E6

SYSTÈME MONDIAL DE DÉTRESSE ET DE SÉCURITÉ EN MER –  
ÉNONCÉ DES TRAVAUX

FINALE – JANVIER 2015

---

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada, 2015

Disponible sur le site de la GCC :  
<http://intra.coast-guard.ca/accueil>

Modèle de document : Français  
Format d'impression : Recto verso  
Révisé le : août 2010  
Compatibilité : Word 97 et 2002 (XP)

Available in English



Imprimé sur du papier recyclé

## Table des matières

<b>CHAPITRE 1</b>	<b>ÉVALUATION DES DEMANDES.....</b>	<b>3</b>
1.1	PROCESSUS D'ÉVALUATION .....	3
1.2	ÉVALUATION TECHNIQUE – EXIGENCES OBLIGATOIRES .....	4
1.3	ÉVALUATION TECHNIQUE – EXIGENCES COTÉES .....	5
<b>CHAPITRE 2</b>	<b>EXEMPLE DE MATRICE DE CONFORMITÉ .....</b>	<b>9</b>
2.1	ÉNONCÉ DE TRAVAIL.....	9
2.2	ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES .....	10

---

Page laissée en blanc intentionnellement.

## Chapitre 1 ÉVALUATION DES DEMANDES

---

### 1.1 PROCESSUS D'ÉVALUATION

Le soumissionnaire retenu sera sélectionné en fonction de la meilleure valeur déterminée au moyen du processus d'évaluation suivant :

1. Pour être jugée recevable, une soumission doit satisfaire à tous les critères OBLIGATOIRES de la présente demande de soumissions. Les soumissions qui ne satisfont pas à TOUS les critères OBLIGATOIRES indiqués dans l'énoncé de travail et l'énoncé des besoins techniques, et confirmés dans les matrices de conformité connexes (voir le chapitre 2 de l'annexe D – Plan d'évaluation et les exigences obligatoires O3 et O4) seront rejetées d'emblée.
2. Les soumissions seront évaluées dans l'ordre suivant :
  - i. Évaluation de la proposition – Toutes les modalités ont été satisfaites;
  - ii. Évaluation des exigences techniques obligatoires indiquées à l'annexe D – Plan d'évaluation;
  - iii. Évaluation des exigences techniques cotées indiquées à l'annexe D – Plan d'évaluation;
  - iv. Prix.
3. Parmi les soumissions conformes, la sélection se fera selon les critères suivants :
  - i. 60 points seront alloués à l'évaluation technique (critères cotés);
  - ii. 40 points seront alloués au prix.
4. Le choix du soumissionnaire retenu se fera en fonction de la « meilleure valeur » établie pour l'État. L'expression « meilleure valeur » désignera la proposition ayant obtenu la NOTE TOTALE la plus élevée. Le choix sera effectué en fonction du processus ci-après :
  - a) Un facteur de pondération de 60 % sera utilisé pour calculer la note technique du soumissionnaire pour les critères cotés.
  - b) Un facteur de pondération de 40 % sera utilisé pour calculer la note de coût du soumissionnaire accordée pour le prix.
  - c) Le choix du soumissionnaire retenu se fera en fonction de la « meilleure valeur » établie pour l'État. L'expression « meilleure valeur » désignera la proposition ayant obtenu la note totale la plus élevée.
  - d) La note totale est calculée à partir des réponses évaluées du soumissionnaire, comme suit :

$$\begin{aligned}
 \text{Note technique} &= \frac{\text{Note du soumissionnaire}}{\text{Note maximale possible}} \times 60 \\
 \text{Note de coût} &= \frac{\text{Coût le plus bas}}{\text{Coût du soumissionnaire}} \times 40
 \end{aligned}$$

**Note totale = Note technique + note de coût**

Le soumissionnaire retenu sera celui ayant obtenu la NOTE TOTALE la plus élevée.

## 1.2 ÉVALUATION TECHNIQUE – EXIGENCES OBLIGATOIRES

	Nom du soumissionnaire :		
Exigence obligatoire	Section	Réponse du soumissionnaire avec références	Conforme/non conforme
<b>O1. Transmission radio approuvée par Industrie Canada et certificat d'approbation technique</b>	3.1.1 de l'ÉBT		
<b>O2. Équipement approuvé par Transports Canada</b>	3.1.2 de l'ÉBT		
<b>O3. Matrice de conformité pour l'énoncé de travail</b>	Annexe A		
<b>O4. Matrice de conformité pour l'énoncé des besoins techniques</b>	Annexe B		

Pour les exigences O3 et O4, les soumissionnaires doivent présenter une matrice de conformité indiquant leur conformité à chacune des exigences obligatoires de l'énoncé de travail (ÉDT) et de l'énoncé des besoins techniques (ÉBT).

Une matrice de conformité a été jointe à l'annexe 1 à des fins de démonstration et à titre d'exemple uniquement.

### 1.3 ÉVALUATION TECHNIQUE – EXIGENCES COTÉES

#### EXIGENCES COTÉES pour

#### L'ÉNONCÉ des BESOINS TECHNIQUES

Section	Description de l'exigence avec références	Critère d'évaluation	Échelle d'évaluation	Note maximale pouvant être accordée	Directives
3.2.1.1.1	Les radios ASN de catégorie A, à l'exception des radios portatives, devraient posséder des fonctions d'enregistrement pendant au moins 120 secondes et de relecture.	O/N	0 ou 10	10	s. o.
3.2.1.1.7	Les combinés téléphoniques, les hauts-parleurs-microphones portatifs et les postes de contrôle à distance devraient être équipés d'interfaces communes et être interchangeables sur tous les radiotéléphones VHF et MF/HF fournis.	O/N	0 ou 10	10	s. o.
3.2.1.4.3	L'équipement devrait être installé de manière à être facilement accessible aux fins d'inspection et de maintenance à bord.	Étendue de l'accessibilité	0-10	10	2 points : fusibles accessibles sans utiliser d'outils  3 points : connexion aux instruments d'essai sans utiliser d'outils  5 points : équipement accessible sans retirer d'autre équipement

3.2.1.5.1	Les interfaces de l'équipement en ce qui concerne le système électronique de localisation de la position et les renseignements relatifs à la position et à l'heure devraient être conformes à la norme CEI 61162-2, Équipements et systèmes de navigation et de radiocommunication maritimes – Interfaces numériques – Partie 2 : Émetteur unique et récepteurs multiples, transfert rapide de données.	Nombre d'interfaces de l'équipement conformes	0-5	5	1 point pour chaque modèle d'équipement dont l'interface respecte la norme CEI 61162-2
-----------	---	---	-----	---	--

3.2.1.5.4	<p>Les composants du système devraient offrir une intégration à des éléments tiers et une configuration de réseau prêt-à-l'emploi conformément aux normes ouvertes relatives aux réseaux Ethernet, p. ex. :</p> <p>a. norme IEEE Std 802.3 Carrier Sense Multiple Access with Collision Detection (CSMA/CD) Access Method and Physical Layer Specifications (Ethernet);</p> <p>b. protocole de gestion de réseau simple (SNMP);</p> <p>c. Simple Service Discovery Protocol (SSDP);</p> <p>d. Dynamic Host Configuration Protocol (DHCP);</p> <p>e. Service Location Protocol (SLP);</p> <p>f. allocation dynamique d'adresses de protocole Internet version quatre (IPv4) ou de protocole Internet version six (IPv6).</p>	Nombre de normes ouvertes utilisées	0-10	10	<p>2 points pour chaque norme ouverte utilisée afin de permettre une configuration prête-à-l'emploi et une intégration à des éléments tiers</p> <p>Remarque : Des normes ouvertes autres que celles répertoriées sont permises.</p>
3.2.1.5.6	<p>L'ensemble du matériel (SART, RLS, émetteur-récepteur pour canot de sauvetage VHF SMDSM portatif, chargeurs de batterie, radiotéléphone VHF avec ASN de catégorie D exclus) devrait fonctionner grâce à une alimentation de 10 à 30 V c.c. (nominale).</p>	O/N	0 ou 10	10	s. o.

3.2.1.6.3	L'équipement devrait permettre de réaliser des diagnostics à distance à l'aide de normes ouvertes répertoriées dans la section « Interfaces » (section 3.2.1.5 de l'ÉBT).	O/N	0 ou 10	10	s. o.
3.2.9.7	La capacité d'alimentation électrique devrait pouvoir être ajustée par l'ajout de modules à un réseau fédérateur commandé par un processeur afin de partager la charge de manière équilibrée.	O/N	0 ou 10	10	s. o.
3.2.9.8	L'alimentation électrique et le chargeur de batteries du système devraient être combinés.	O/N	0 ou 10	10	s. o.
			Note maximale possible : 85		

## Chapitre 2 EXEMPLE DE MATRICE DE CONFORMITÉ

### Remarques :

1. Les soumissionnaires doivent remplir une matrice de conformité distincte pour chaque document, soit l'énoncé de travail et l'énoncé des besoins techniques.
2. Chaque matrice de conformité doit contenir toutes les exigences obligatoires pour le document associé ainsi qu'une indication du respect de chaque exigence.
3. Il est possible d'ajouter des commentaires, au besoin.

### 2.1 ÉNONCÉ DE TRAVAIL

Exemple de matrice de conformité pour l'énoncé de travail			
Référence de l'élément	Description	Conforme (O/N)	Commentaires
1.1.1.1	Le fournisseur <i>doit</i> fournir l'équipement indiqué dans le tableau 1 (Radiocommunications et configuration de l'équipement du SMDSM de l'ÉBT) intégralement et avec toutes les instructions d'installation, les manuels d'entretien et d'utilisation, et le matériel et les pièces nécessaires à l'installation et à l'intégration.	O	
1.1.1.2	L'équipement fourni <i>doit</i> être vendu en composantes individuelles ou sous forme de systèmes montés en consoles.	O	
Etc.			

## 2.2 ÉNONCÉ DES BESOINS TECHNIQUES

Exemple de matrice de conformité pour l'énoncé des besoins techniques			
Référence de l'élément	Description de l'élément	Conforme (O/N)	Commentaires
3.1.1	L'équipement de transmission radio <i>doit</i> obtenir la certification d'Industrie Canada et un certificat d'approbation technique.	O	
3.1.2	L'équipement <i>doit</i> être approuvé par Transports Canada et respecter les normes pertinentes publiées par l'Organisation maritime internationale (OMI) et citées par la Convention SOLAS et la LMCC de 2001.	O	
3.2.1.1.2	Les radios VHF ASN <i>doivent</i> être équipées d'un récepteur de veille intégré permettant de surveiller le canal 70 du système ASN.	O	
Etc.			

---

---

---